

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



Intermittents pas d'entracte pour la lutte



Lycée autogéré de Paris

Vingt ans de pédagogie libertaire

Israël/Palestine

Les anarchistes de Tel Aviv donnent de la voix

Tortures en Irak

Une armée en pays conquis

M 02137 - 1360 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Il est des gens qui mangent des dattes et d'autres sur
lesquels on jette les noyaux. »

Proverbe égyptien

hebdo n° 1360

du 20 au 26 mai 2004

FOP 8520

Sommaire

Mort programmée des petits **producteurs**, par M. Rollin, page 4

Dur, dur d'être **kiosquier**, par R. Pino, page 6

L'**autruche** de F. Ladrissé, page 7

Le **Monde libertaire** pris dans les mailles de la justice, page 8

Torture : on n'arrête pas le progrès, par N. Potkine, page 9

La **caravane** poursuit sa route pour un monde sans nucléaire, par Daniel, page 10

Autogestion et résistance au lycée autogéré de Paris, page 11

Pour la **paix**, oui, mais sans l'État, par les anars israéliens, page 14

Les ravages du capitalisme en **Chine**, par P. Sommer, page 15

Anarchosyndicalisme : 5^e round, par É. Claude et Thierry, page 16

Wild Side : un film qui bouscule les normes amoureuses, par V. Erba, page 19

En Vrac et puis hop ! page 20

Un **essai** sur les marques de l'esclavage au Brésil, par B. Guinault, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Photos et illustrations de M. P. Numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 **abonnez-vous**

Le Monde libertaire du 20 au 26 mai 2004



Si LE SPECTACLE vivant se meurt, nul doute, par contre, que la société du spectacle se porte à merveille.

Les intermittents s'invitent à Cannes et le beau monde médiatique attend un bel esclandre. Les plus officiels négocient leurs interventions, tandis que d'autres usent d'un mode plus approprié: l'action directe. Et ce sont alors les forces de l'ordre qui proposent leur scénario: « belles bastons » digne d'un Tarantino pour expulser de dangereux extrémistes d'un théâtre et plus tard devant le commissariat cannois. Préfet et sous-préfet bataillent alors par caméras interposées pour expliquer le comportement de leurs troupes. Les répliques semblent bien mal huilées. Espérons que le ministère remette de la sérénité dans tout ça... quelques dialogues à la Audiard pourraient faire l'affaire. Il aura fallu quand même un journaliste à l'hôpital pour que la cacophonie médiatico-policière s'enflamme... Quant à Michael Moore et José Bové, ils jouent aux starlettes de la convergence auto-proclamée des luttes, tandis que les employés du Carlton se contentent des seconds rôles.

De quoi parle-t-on finalement? De se défendre face à un patronat toujours aussi avide à casser les acquis sociaux. De ce point de vue, depuis presque un an, la lutte des intermittents est exemplaire par sa durée et sa détermination. C'est qu'il s'agit avant tout de la survie de milliers de personnes et non d'une profession fort hétéroclite. Car, sur le débat de la place de la culture dans notre société, la modestie s'impose. Michèle Rollin met en exergue dans son article les enjeux financiers qui dominent cette industrie et nous laisse penser que le débat sur la culture devrait plutôt s'élargir – comme bien souvent – à savoir quelle est notre place au sein de la société libérale...

Spectacle toujours: une nouvelle polémique a pris toute son ampleur lors de la manifestation de dimanche dernier contre l'antisémitisme. Doit-on englober cette lutte dans celle contre tous les racismes? Les manifestants semblent avoir résolu la question un peu rapidement tant le nombre de drapeaux tricolores était imposant. Aujourd'hui pour seule réponse nous est proposé le nationalisme républicain, jusqu'à ce que demain il soit réduit au seul nationalisme de la bête immonde. À trop avoir joué avec le tout-sécuritaire à grands renforts médiatiques, en cristallisant, là, les maux de la société française, voici dans cette polémique un retour de boomerang intéressant. Mais quitte à se répéter, qui souffle sur les braises du racisme? Ne serait-ce pas avant tout un État et des politiciens aux abois tentant de sauvegarder leur place, remise en cause chaque jour par un capitalisme leur laissant de moins en moins de marge de manœuvre?

« Nous sommes enfermés dehors ! »

Heike Hurst

CITATION qui date un peu, (*La Haine* de Kassovitz), mais la situation décrite est actuelle et conforme à la réalité: les intermittents stationnent devant le Palais, surnommé le bunker, et n'y pénètrent pas, car sans « badge » on n'y entre pas!

Ils ont été refoulés hors du centre de Cannes, ont été priés de s'installer au Théâtre des Mutilés, mettant l'association qui l'occupe dans l'embarras, car les petits enfants et leurs animatrices avaient préparé leur soirée de patronage. Les commerçants de Cannes ont manifesté pour faire savoir qu'ils ne supporteraient pas qu'on « les empêche de travailler! », c'est-à-dire de se mettre plein les poches et de gagner en 10 jours ce qu'ils gagnent en quelques mois, en pleine saison, par ailleurs.

Les intermittents ne monteront les marches officiellement que dimanche, avec Agnès Jaoui. Car elle est, dimanche, 16 mai, en compétition avec *Comme une image*. Cette montée des marches, cette foulée du tapis rouge a été négociée bien avant le festival. Tout comme l'autre intervention très réglementée des intermittents qui montaient en tenue de soirée avec des pancartes dans le dos: « négociations ». Comptez le nombre des lettres qu'il y a dans le mot et vous aurez le nombre d'intermittents autorisés à monter les marches. Pourtant, d'après les chiffres communiqués, il y aurait au moins 300 intermittents accrédités officiellement. Depuis il y a eu des actions semblables, des pancartes tendues, demandant toujours la même chose: l'abrogation. Agnès Jaoui qui sera accompagnée d'une délégation d'intermittents – pendant sa montée des marches – incarne d'une certaine manière la lutte des intermittents. Depuis sa prestation remarquable aux Césars, où elle demandait de façon convaincante l'abrogation pure et simple du régime des intermittents en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004. Elle stigmatisait l'absence d'écoute de la part du ministre remplacé depuis. Elle est devenue, de fait, une sorte de « pasionaria » de la cause des intermittents: nous avons compris, elle n'est pas « sage » *Comme une image*.

Malgré la pétition – déclaration des cinéastes français sélectionnés solidaires –, le Festival suit son cours. Nous sommes combien à nous rappeler que, il y a quelques

années seulement, pendant la lutte des sans papiers et l'occupation de l'église Saint-Bernard, un film montait les marches tout à fait symboliquement. La projection de *Nous les sans-papiers de France* devait précéder tous les films. En fin de compte, c'étaient surtout les sections parallèles qui ont tenu cet engagement. Et le film figure maintenant dans la filmographie de Nicolas Philibert, alors qu'il s'agissait d'une création collective.

Au moment où je vous écris, une délégation d'intermittents est postée devant le bunker et réclame « santé, culture, éducation... ». Des actions plus dures sont annoncées à partir de dimanche. Pour le moment, les CRS les regardent et sourient!

Un film de Patricio Guzmán consacré à Salvador Allende rappelle que la personne qui a influencé durablement Allende était un cordonnier libertaire de Valparaíso, Juan de Marchi. Quand les ouvriers de l'Union Populaire se rappellent leur lutte, ils le disent bien: « Nous aurions dû désobéir, garder nos fusils et attaquer au moins une caserne... » Le film de Guzmán touche et bouleverse grâce à des archives qui nous donnent à voir des hommes décidés à mourir pour une idée. Alors que « Terre et cendres » de Atiq Rahimi nous parle humblement de l'état des survivants des bombardements en Afghanistan. Un grand père veille sur son petit fils qui cherche les voix des siens dans la carcasse d'un tank éventré: « Il a mangé leurs voix! », dit-il.

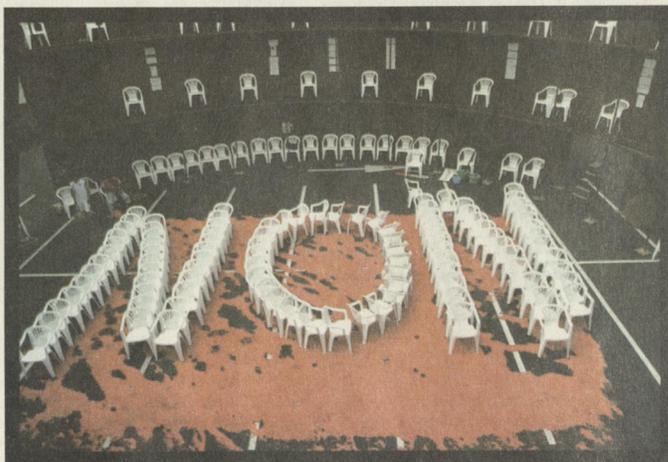
Un documentaire de Jonathan Nossiter, *Mondovino* nous apprend que parfois l'action d'un seul homme (Robert Parker) peut suffire pour ébranler une tradition millénaire... que la globalisation signifie aussi que tous les Bordeaux auront, très bientôt, le même goût...!

D'autres se demandent « Si c'était la belle vie ou la vraie vie, la vraie? » (Isild le Besco, actrice époustouflante, vit comme dans Roberto Zucco la fascination pour une sorte de gueule d'ange-casseur qui ne saura pas « tuer »... (cf. à tout de suite)... et Shrek 2 demande l'aide d'un King Kong très particulier, qu'il appelle Cake Kong, pour retrouver sa belle... Donc Dreamwork aussi banalise tout, exactement comme le fait Disney! À quand la globalisation du rire bête et méchant? **H.H.**

Intermittents

La production documentaire indépendante menacée

Michèle Rollin



Festival d'Aurillac, août 2003

EN

UN AN, la réforme des Assedic du spectacle compte une réussite à son actif: avoir fait l'unanimité contre elle.

La Scam, société des auteurs qui est loin d'avoir la réputation d'une organisation extrémiste, dénonce la « régression de la culture et de la création » et mentionne « la désespérance de ceux qui devraient les faire vivre », leur « situation humaine parfois dramatique ». On ne saurait mieux dire...

Les Assedic sont la face émergée de l'iceberg, leur déficit chronique, le symptôme d'une situation paradoxale périodiquement dénoncée dans l'indifférence générale. On l'a d'abord chuchoté, puis publié, hurlé enfin: les Assedic sont un des piliers fondamentaux du financement de la culture.

Le Monde titre sur « la spirale infernale de l'appauvrissement des intermittents », le Monde libertaire pourrait titrer sur la spirale diabolique du cycle Assedic-travail dans les secteurs réputés florissants.

L'Addoc (association des documentaristes) constate: « La télévision publique n'a jamais diffusé autant de documentaires, et pourtant le documentaire est en crise. » Le groupe du 24 juillet (auteurs et réalisateurs) dénonce « la paupérisation de l'économie

réelle du documentaire, jusqu'ici masquée par le régime des allocations chômage des intermittents. »

Les structures de production ne peuvent plus payer la totalité des jours nécessaires à la réalisation des projets. Désormais, le « financement Assedic » dépasse le cadre de l'écriture et des recherches, souvent rémunérées a posteriori. Trop fréquemment, les salaires n'ont plus qu'un lointain rapport avec le nombre de jours travaillés. Olivier Horn, grand prix Scam pour son documentaire *Un amour à Pékin*, expliquait en substance que le tournage s'était étalé de 1997 à 2002. France 5 a fini par l'acheter: « Nous avons partagé une bourse d'aide à l'écriture avec le coauteur, et j'ai eu 20 000 francs de salaire... On vit grâce au statut des intermittents... », conclut-il. Ce documentaire remporte un franc succès et a été plusieurs fois rediffusé. Une histoire banale.

La demande existe, les documentaires sont diffusés. Le financement n'est pas au rendez-vous. Un hiatus que les mesures annoncées ne semblent pas devoir combler.

Là où on nous promet une réforme audacieuse, on voit surtout du replâtrage pour pallier les dégâts causés par la réforme: 507 heures de travail en 11 mois pour 8 mois

d'indemnités (507 heures en 9 mois pour 2005).

Le résultat ne s'est pas fait attendre. La CGT avance le chiffre de 1500 exclus par mois. Et voilà qu'on s'avise que les intermittents du spectacle ont rarement accès aux ASS, qu'il faut mettre sur pied de toute urgence un système similaire pour les laissés-pour-compte. Certains allocataires touchant à peine plus que les ASS, la formule de la SRF (Société des réalisateurs de films): une signature d'accords « hâtive et inconséquente » prend tout son sens.

La suppression de la date anniversaire est à la fois discriminatoire et ruineuse. Discriminatoire car « à travail égal, allocations inégales »: les heures effectuées en début d'ouverture de droits peuvent ne pas être prises en compte. Ruineuse, car des économies, inéquitables certes, mais relativement indolores, se faisaient grâce à l'écart non indemnisé entre la date anniversaire et celle du dernier contrat de travail. Au mieux, l'augmentation des dépenses sera compensée par les exclusions: où est l'économie?

On parle de concertation, mais non de réouverture des négociations, la date de fin 2005 est inchangée. Il y a pourtant des raisons de négocier. Le conseil d'État a annulé l'agrè-

ment de l'assurance chômage, cadre dont les annexes dépendent.

Les intermittents n'arrivent pas les mains vides. Lors des précédentes négociations, la CGT et la CFDT avaient signé un accord avec les principales fédérations d'employeurs du spectacle. Le Medef l'a écarté. Aujourd'hui, un « comité de suivi » regroupant syndicats, organisations professionnelles et coordinations, élabore des propositions incluant des mesures d'économie: déplaçonnement de cotisations, collaboration financière des collectivités locales et des employeurs recourant massivement, pour ne pas dire abusivement, à l'intermittence (par exemple les chaînes de télévision).

Malgré les promesses de financement, le scepticisme demeure, bien compréhensible, si l'on en juge par la réforme du Cosip, dont on mesurera les effets à la rentrée.

En mars, le groupe du 24 juillet organisait le « salon des refusés ». Films refusés? Pas partout, les chaînes locales les ont acceptés, permettant ainsi leur financement par le Cosip.

Créé en 1986, ce fonds avait pour vocation de favoriser la production, afin d'éviter aux nouvelles chaînes privées d'acheter des « programmes au mètre ». Constitué par une taxe parafiscale de 5,5 % prélevée sur les chaînes publiques et privées, son attribution automatique est déclenchée par un pré-achat de diffusion audiovisuelle de 6 000 euros minimum, en argent ou en industrie.

Est-il besoin de préciser que les chaînes locales « pauvres » choisissent l'apport d'industrie? Éternel grief, les chaînes locales payent peu de taxes et bénéficient du Cosip. Le Cosip ne suffit plus à la demande! TF1 porte plainte à Bruxelles contre le « dirigisme » de l'État. Pourtant, ces grosses chaînes bénéficient du Cosip pour leurs productions et en récupèrent une partie (20 %) via leurs filiales.

Le scandale de Pop Star, qui a bénéficié du Cosip, réservé aux œuvres de création, a mis le feu aux poudres. Il fallait réformer le Cosip! Mais qui diffuse les œuvres de flux déguisées?

D'après l'enquête menée par le groupe du 24 juillet, 55 % des œuvres diffusées sur les chaînes locales sont classées par la Scam en 1 ou 2 (documentaires de création) contre

6 % sur les chaînes hertziennes, soit 9 fois plus de création produite grâce à ces chaînes « fauchées ». Véritable poumons pour la création, on voit dans ce secteur nombre de réalisateurs confirmés, chassés des chaînes par le formatage.

Si l'on fait la chasse au flux déguisé, la logique voudrait qu'on regardât de très près les programmes des chaînes hertziennes.

Et bien non! Qui va devoir désormais passer en commission sélective? Les productions financées par des apports en industrie, c'est-à-dire les productions diffusées sur les chaînes locales.

Il y a discrimination par l'argent: les « producteurs pauvres » devront justifier d'une création élaborée, sachant que création ou non, l'objectif avoué est d'éliminer 30 % des œuvres qu'ils présentent. Les chaînes hertziennes utiliseront leur Cosip sans passer sous les fourches caudines de la sélection, et, sauf abus criant, pourront l'employer à des œuvres de flux déguisé. Les productions culturelles « fauchées », si on me permet ce pléonasma, seront pénalisées par une réduction de leur Cosip: 50 000 francs en moins sur un documentaire de 52 minutes, soit une amputation d'à peu près un tiers du budget en argent frais.

Les structures qui n'auront pas suffisamment d'avance de caisse seront ainsi éliminées. On attend l'inéluctable cascade de fermetures, et cessations de paiement. Les survivants de ce jeu de chaises musicales devront s'appuyer d'avantage sur les Assedic ou mettre la clef sous la porte. Ce secteur qui, touchant en global 8 % du Cosip, assume 50 % de la production de création, sera saccagé. Les producteurs dont les projets seront refusés, s'ils ne trouvent pas un diffuseur « riche », ou d'autres projets pour utiliser leur Cosip à temps, le perdront, et seront ainsi dépossédés de l'argent qui leur appartient en bonne justice.

Et le petit producteur spolié se verra expulsé de sa propriété.

Qui disait la propriété c'est le vol? « C'est une logique de concentration libérale, l'argent va à l'argent », concluait le rapporteur du groupe du 24 juillet au Salon des refusés. **M.R.**

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE apporte son soutien aux intermittents en lutte et condamne au plus haut point les violences policières subies à Cannes ce samedi. L'État fait à nouveau la preuve de son intransigeance et de sa brutalité. La police, bras armé de l'État, est là pour mater toute tentative de remise en cause du système inégalitaire capitaliste. Les intermittents ne sauraient sans contenter du « droit » de monter les marches, véritable récupération mise en scène du spectacle de la contestation, mais l'État ne veut tolérer d'autres formes de manifestation que celles qu'il consent à accorder. Nous sommes donc dans une logique d'affrontement radical dont il s'agit de prendre toute la mesure. Ce nouvel épisode de la violence policière et étatique contre le mouvement social nous prouve, si besoin était, la nécessité de construire des convergences de luttes, des solidarités concrètes et des groupes de défense. La présence de José Bové et Michael Moore pourrait en être le symbole si cela se traduisait par des actes et une présence militante. Plus que jamais uni.e.s contre le capitalisme et l'État!

Fédération anarchiste

Le Progrès technique ça fait du bien quand ça s'arrête

LE SEUL JOURNAL véritablement objectif en France serait-il en train de boire la tasse? Écho des lois, des règlements, des décrets, perroquet de Raffarin, le *Journal Officiel*, si l'on en juge par la journée d'action de ses salariés vendredi dernier, va de plus en plus mal.

L'arrivée en fanfare du tout numérique, est un prétexte supplémentaire pour sacrifier encore un bout du service public. Le projet gouvernemental d'installer cette publication officielle sur la toile va inéluctablement rendre obsolète le travail des rotativistes et de toutes les fonctions supports qui s'y rattachent. C'est donc l'inquiétude dans cette institution. Quand on sait que l'Imprimerie Nationale est en train, entre autres, de faire les frais de ces nouvelles technologies, l'inquiétude est on ne peut plus légitime. Elle s'est donc traduite par un grand rassemblement devant le siège du J.O., suivi par un cortège rassemblant les nécessaires solidarités de la profession: correcteurs CGT, *International Herald Tribune*, Imprimerie Nationale, etc.

Au-delà de ces actions « préventives », c'est bien le secteur de la presse et des arts graphiques qui est malmené. Restructuration, reconcentration, plans sociaux, tout est pain béni pour le lissage de l'information écrite. On a pu gloser sur les méthodes Hersant du début des années 1980, c'est dorénavant les familles Dassault et Lagardère qui s'emparent de la distribution. Le principe des NMPP, principe construit autour de la « solidarité », au niveau de la distribution kiosque, entre les gros tirages et les plus petits (le nôtre, par exemple, voir plus loin l'article de mon ami Ramon) est en train de voler en éclats. S'attaquer à la distribution, c'est bien s'attaquer au journal lui-même.

Rêvons d'un jour où l'ouvrier s'empare de sa machine et se mette à imprimer à bon compte le nécessaire support de notre propagande. On sait se servir de ces outils et on a largement quoi mettre dedans. Les différents métiers du livre n'ont quand même pas toujours été prisés par les libertaires par hasard. On peut rêver non?

Little Sitting Black Bull

Le ras-le-bol des kiosquiers

Kiosquier, c'est pas le rêve: horaires étendus, rémunération minimale. Face à une distribution de la presse qui favorise plus l'industrie que la diffusion des idées, ils s'organisent.



Le MARDI 11 MAI restera une référence pour les diffuseurs de presse parisiens: pour beaucoup d'entre eux il s'agissait de leur première grève.

Le rassemblement place Colette a pu réunir environ 300 personnes (kiosquiers et libraires), du jamais vu dans la profession! Il faut préciser que les deux syndicats de la profession appelaient ensemble à cette journée d'action: le SNDP (Syndicat national des diffuseurs de presse - CGT) et le SNPL (Syndicat national de la librairie et de la presse), et surtout que le ras-le-bol n'a cessé d'augmenter ces derniers mois.

Après qu'une délégation a été reçue par la directrice de cabinet du ministre de la Culture, qui a bien pris note de nos problèmes (faut dire qu'avec le festival de Cannes, les intermittents et tout ça, Donnedieu de Vabres a d'autres chats à fouetter...), le rassemblement s'est mué en manifestation pour se rendre à l'Hôtel de Ville où un déploiement démesuré de CRS, policiers et RG interdisait l'accès au bâtiment. Beaucoup d'attente: pour patienter l'Hôtel de Ville nous a fait livrer des sandwiches que certains ont refusé en les balançant sur le parvis (après tout, on n'est pas à vendre pour une bouchée de pain!). Finalement une délégation a été reçue, entendue et reconduite en attendant d'étudier plus à fond nos revendications.

Petit rappel: les kiosquiers sont rémunérés uniquement à la commission, c'est-à-dire 18 % (soit le pourcentage le plus faible d'Europe). Les horaires s'échelonnent entre 12 et 15 heures minimum par jour. Actuellement un tiers d'entre eux a un revenu mensuel équivalent au Smic (mais pour 12 heures par jour, 6 jours par semaine). Ceux qui le peuvent, car ils n'en n'ont pas tous les moyens financiers, se font remplacer une partie de la journée. Plusieurs possibilités: le ou la titulaire travaille avec son conjoint, le ou la titulaire s'associe avec un autre diffuseur, le ou la titulaire rétribue un remplaçant sur sa part de bénéfice.

Les revendications sont nombreuses mais les deux principales toujours mises en avant sont l'augmentation de la commission à 25 % et la diminution de la charge de travail.

En effet nombre d'éditeurs se servent des kiosques comme devanture publicitaire. Un nombre sans cesse croissant de magazines livrés en quantités invraisemblables ne se vendent pas: aucune importance, l'éditeur est déjà payé avec les encarts publicitaires. L'annonceur sera tout heureux de voir des piles de revues exposant sa pub (à moins de 250 000 exemplaires), il n'a que les chiffres du tirage et non pas ceux de la diffusion réelle, qui eux sont contrôlés par l'OJD¹. Cette pratique répétée par 3 000 titres en moyenne présents dans un point de vente, engorge littéralement kiosques et librairies, et plombent leur trésorerie.

Les mensuels sont payables par le diffuseur une semaine après leur livraison, c'est-à-dire que l'argent reste « bloqué » aux NMPP² trois semaines. Bref le rapport est juteux pour le distributeur.

Autre point expliquant le ras-le-bol des diffuseurs: la multiplication des produits « hors-presse », (gadgets, CD, K7, DVD, etc.) accompagnant mensuels, hebdos, et même quotidiens. Finalement le Pif gadget de mon enfance était un sacré précurseur! Tous ces produits-plus transforment peu à peu les points de vente en bazars (au propre comme au figuré).

Quel avenir ?

La distribution est en pleine ébullition: les NMPP entament leur onzième plan de restructuration, réinstallent des dépôts aux portes de Paris, et s'approprient à abandonner leur « super » centre de Lognes qui se révèle être un fiasco (on les avait pourtant prévenus!). Les MLP³ connaissent un tassement de leurs titres et sont dans l'expectative. La SDVP⁴ continue son maillage de la région parisienne, l'autodiffusion du Parisien pourrait donner des idées à d'autres, auquel cas on assisterait

à un nouvel affaiblissement du principal distributeur.

Comme dans toutes les périodes de crise, les rumeurs vont bon train : transformation à long terme du gérant de kiosque en salarié type Relais H⁵? Désengagement de la Ville de Paris au profit de l'AAP⁶ qui s'auto-finance avec les affiches publicitaires apposées sur les kiosques? Super-taxation des éditeurs sur les retours d'inventus (ce qui en calmerait certains sur les livraisons abusives)? Enfin abrogation de la loi Bichet (1947) qui régit actuellement la distribution de la presse en France? À l'origine cette loi unique au monde avait été créée pour que la coopérative ayant le monopole de la distribution (NMPP) fournisse dans les mêmes conditions toute la presse et notamment la presse dite d'opinion; le principe étant que les « gros » éditeurs payaient pour que les « petits » soient distribués sur tout le territoire français (33 000 points de vente environ).

Au cas – probable – où cette loi serait un jour abrogée, attention au dérapage: les « gros » éditeurs n'attendent que la fin de l'obligation de payer pour les petits. Ce peut être une revue indépendante de jardinage, tricot, politique... sûr que le groupe Hachette ne fera pas des pieds et des mains pour que le *Monde libertaire* continue d'être distribué par le réseau!

Une seule information officielle: Olivier Pages (conseiller de Paris – Vert) et président de la Commission professionnelle des kiosquiers a prévenu les syndicats que l'attribution des kiosques prévue au 1^{er} juillet est reportée à l'automne (pour attribution au 1^{er} janvier 2005). Quand on sait que sur 330 kiosques plus de 60 sont actuellement fermés, une telle annonce n'est pas faite pour redonner le moral aux diffuseurs. Alors que faire? Le rassemblement du 11 mai s'est spontanément transformé en assemblée générale d'où il est ressorti deux actions à mener. Tout d'abord, la suspension du paiement des factures hebdomadaires (les chèques ne seront plus adressés aux NMPP mais aux deux syndicats qui les conserveront en attendant des réponses concrètes et favorables à nos revendications). Puis... il y a un mois environ, à une petite vingtaine, nous avions bloqué un dépôt des NMPP durant la nuit. Cette fois-ci, les volontaires étant bien plus nombreux, ce sont tous les dépôts qui peuvent s'attendre à notre visite, histoire de vérifier l'adage: nous n'aurons que ce que nous prendrons!

Ramón Pino

1. OJD: Office de justification de la diffusion des supports de publicité.
2. NMPP: Nouvelles Messageries de la presse parisienne.
3. MLP: Messageries lyonnaises de presse.
4. SDVP: Société de diffusion et de vente du Parisien.
5. Relais H ou Relay: point de vente dans les gares et stations de métro du réseau Hachette.
6. AAP: Administration affichage et publicité.

Quand l'autruche éternue...

Baygon jaune

« Le budget de la Défense, c'est aussi un budget qui permet de développer la recherche ». Alliot-Marie, ministre.

Prenez, par exemple, la guerre: ce n'est après tout qu'une sorte de vaste laboratoire dans lequel s'agitent d'éminents scientifiques, naguère appelés bidasses. Sans Verdun, pas de gaz moutarde, sans le Vietnam, pas de Baygon jaune... Et c'est sans parler de l'Irak, où se déroulent en ce moment des expériences passionnantes. Vive la Recherche!

Traumatisme

« Les logements vacants à Paris appartiennent non à des nantis mais à des propriétaires modestes [...] ou à des bailleurs traumatisés par des impayés de loyers. » Eric Azière, UDF.

Mais qu'attend la mairie pour mettre en place une cellule d'aide psychologique aux bailleurs lésés! Pour le proprio, les temps sont à la dépression nerveuse: alors que les sans logis bénéficient du soutien de l'abbé Pierre et du DAL, les victimes de l'impayé n'ont que celui des juges, des préfets, des huissiers et des policiers. Franchement, y'a de quoi craquer.

Trop sensible

« Vu d'hélicoptère, ça a l'air abominable. » Poutine, survolant Grozny.

Ne dites pas au président russe qu'il est responsable de cette horreur, il va se mettre à pleurer.

Les canneries commencent

« On ignore quand ils arrivent, mais s'ils viennent chez moi je vais m'en occuper! ». Monsieur Chevillon, comme ça se prononce, membre actif du syndicat des hôteliers cannois.

Chevillon parle-t-il d'Almodovar ou de Tarantino? Non, c'est bien entendu aux intermittents qu'il s'adresse. Pour les premiers la suite royale, pour les seconds le nerf de bœuf planqué sous le comptoir. Camarades, boycottons Cannes! (ça sera pas difficile).

Les canneries continuent

« C'est pas Mai 68, quand même. » Monsieur Antonioli, commerçant cannois, et inquiet.

Meuh non, Antonio, rassure-toi. Godard a pris sa retraite et Truffaut roupille au cimetière, tu l'auras, ton joli petit festival... Après, on fait comme d'hab': Cannes se rendort pour un an, pendant ce temps tu fais de la retape à l'arrivée des cars de retraités belges, d'accord? Camarade Belge retraité, boycotte Cannes, toute l'année! (ça sera un peu plus difficile).

Que choisir?

« Comme disait André Gide, "Choisir, c'est renoncer." » Baroin, UMP.

Et renoncer, c'est choisir de ne plus choisir de renoncer? Allez, mec, plus tu causes et moins on te comprend. Soit tu demandes à tes conseillers de, justement, choisir des citations moins vaporeuses (André Gide, allons donc... Qu'ils tapent dans le Michel Déon, le Jean Raspail, le d'Ormesson), soit tu renonces à l'ouvrir. Ouvrir quoi? Mais ta gueule!... (Faut vraiment tout lui expliquer.)

Gare aux ravins

« Matignon n'est pas une antichambre pour de plus hautes fonctions. C'est plutôt une impasse. » Raffarin, sous Prozac.

Raffy nous tape une grosse déprime, faut le comprendre, aussi: dans un mois ou deux ce type saute, redevient ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, c'est-à-dire personne. Entretiens Matignon lui aura fait perdre et la face, et la présidence de « sa » région. L'homme est atteint, c'est sûr. Rude est la pente, serinait-il. Il s'aperçoit maintenant que plus rude encore est la descente, surtout quand les freins lâchent.

Frédo Ladrisse

(sources: France Info, France Inter, Libération, le Nouvel Observateur, Paris Match, Zurban)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume



Un gros navet

Le Monde libertaire en procès

JEUDI 13 MAI, nos compagnons Bernard Touchais, directeur de publication du *Monde libertaire*, et Nico, militant de la CNT et du groupe d'Ivry de la FA, se trouvaient dans la pénible obligation de répondre à l'accusation d'injures et de diffamation devant la 17^e Chambre correctionnelle du Tribunal d'instance de Paris. Cette affaire a déjà fait l'objet de plusieurs articles dans les colonnes de notre journal, mais mérite un bref retour sur les faits qui remontent à un papier signé de Nico, paru dans le ML n° 1321 (22 mai 2003) et portant sur les conditions de travail au sein de la société Idex & Cie. Propos d'un salarié excédé par certaines pratiques patronales qui défient la dignité des travailleurs et ne reculent devant aucune bassesse pour doper les bénéfiques. Propos inscrits dans le mouvement social du printemps 2003, durant lequel syndicalistes révolutionnaires et anarchistes se trouvaient ensemble sur la brèche des grèves et des manifestations. Propos trouvant, enfin, pleinement leur place dans l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste, espace de libre expression offert à tous nos camarades de classe et d'idées dont nous estimerons toujours la franchise et la volonté de se dresser, encore et encore, contre le capital et ses serviteurs. La société Idex & Cie eut vent de l'article; elle s'en servit contre notre ami Nico et, désignant le « papier » d'une main et de l'autre la porte, elle licencia son salarié au motif d'une « faute lourde ». Nico porta l'affaire devant les prud'hommes; Idex jugea qu'elle était allée un peu vite en besogne, et s'estima alors diffamée et injuriée pour donner la consistance qui manquait au prétexte. Nous allions donc être entraînés en justice. Depuis, Nico a obtenu une belle victoire devant le Conseil des prud'hommes, qui attend sa confirmation en appel (voir article paru dans le ML n° 1333 du 23 octobre 2003). Elle démonte, si besoin était, la lamentable manœuvre d'une entreprise égarée par le mépris qu'elle voue à ses salariés, surtout quand ils se montrent trop récalcitrants. Cela étant, l'audience du 13 mai dernier nous rappelle à quel point cette victoire demeure fragile. Compte tenu des éléments qui décrédibilisent passablement Idex, nous nous attendons à voir Nico et Bernard purement et simplement relaxés. Mais dans le cas contraire – et l'exercice de la justice bourgeoise, hélas, ne nous épargne pas ce doute – la moindre condamnation, fût-elle symbolique, donnerait à la société ce qu'elle attend depuis des mois: l'autorisation de se débarrasser de Nico en toute légalité. Ce qui serait, au vu de ce qu'il a obtenu devant les prud'hommes, tout simplement dramatique. Et du point de vue de la liberté d'expression et de polémique, tout simplement intolérable. Le jugement sera rendu le 24 juin prochain. En attendant, que les tauliers d'Idex et d'ailleurs se le tiennent pour dit: l'article incriminé pourrait n'être, finalement, qu'un éclaircissement de voix.

L'administrateur du *Monde libertaire*

De la productivité du bourreau

LE PROGRÈS EST PARTOUT, quelle amélioration, quelle augmentation du rendement, quels résultats supérieurs depuis les temps obscurs où pour torturer on se contentait de fouetter, voire, si l'on se sentait un peu en colère, de jeter aux lions! Faux progrès d'ailleurs que l'estrapade, la roue, les coins, la vierge de Nuremberg. Car c'était gâcher la marchandise que de mutiler ou de tuer; à quoi peut servir un unijambiste ou un cadavre?

Mais le nazisme, simplet au départ puisqu'il se contentait de battre les gens à mort, comprit bientôt que les faire travailler à mort (ce qui n'empêchait pas de les battre entre-temps) représentait un bien meilleur usage de la main-d'œuvre, donnait un bien meilleur retour sur investissement. Il sentit de plus l'intérêt des technologies modernes; un petit tour de manivelle fait beaucoup plus mal qu'une raclée, et fatigue moins le bourreau.

Or la productivité d'un bourreau augmente avec sa forme. Les Français, peuple à la remarquable agilité intellectuelle, perfectionnèrent le procédé en Algérie. Puis vinrent les Américains, qui, inversant le préjugé habituel Français-intellectuels, Américains-pragmatiques, surent déceler le cœur conceptuel de la pratique française; la bonne torture, celle qui dévoile le mieux ce que l'on souhaite savoir, celle qui terrifie le plus les peuples au milieu desquels on la pratique, c'est celle qui s'attaque à la personne plus qu'au corps.

Les résistants français, grecs, italiens, polonais l'ont prouvé, les dissidents soviétiques l'ont prouvé, les anarchistes espagnols, ukrainiens, argentins l'ont prouvé, on ne manquera jamais de héros qui résisteront à la pure douleur physique, jusqu'à la mort s'il le faut. En outre, au-delà d'un certain seuil de douleur, probablement atroce, le cerveau se débranche. Et parfois la vie elle-même se débranche. Encore une fois, pourquoi gaspiller le matériel? Passons de la société de consommation à l'écologie. Recyclons. Car une personnalité brisée reste un corps humain utilisable, une victime relâchable dont la soumission et les souvenirs seront un permanent avertissement à quiconque les rencontrera. En effet, on torture pour supprimer la velléité de rébellion plutôt que pour punir la rébellion effective; torturer, c'est faire de la réclame pour le pouvoir, une réclame plus franche, plus directe.



À l'évidence, les petits bourreaux et la petite bourrelle de la prison d'Abu Ghraïb, saddamite recyclée rumsfeldoise, ont reçu une excellente formation dans ce domaine. On leur a enseigné que l'homosexualité masculine publique se porte d'autant plus mal dans les pays musulmans qu'elle est tentante dans ces cultures qui traitent si souvent les femmes comme des chasses gardées.

Donc, contraindre des prisonniers masculins à des parodies d'homosexualité constitue en pays musulman une torture simple et pas chère. Monsieur Rumsfeld a toujours affirmé que, lui, il ferait la guerre pour pas cher. Cette forme de torture a par surcroît l'avantage de moins encombrer la conscience des tortionnaires; pas de sang, guère de coups, aucune séquelle visible, beaucoup d'amusement.

Ajoutons-y ce qui fonctionne dans toutes les cultures; partout, ou presque, le vêtement est un équipement essentiel de la personnalité sociale; en conséquence, une fois nu, on n'a plus de personnalité sociale, plus de soutien, on se sent seul. Vulnérable. Et puis les cagoules. Ah... les cagoules, quel merveilleux rapport qualité-prix! Pour le prix d'un sac de jute, un détenu encagoulé fantasme.

En d'autres termes, sa propre peur le torture: quoi de moins cher? Encore une aide pour les bourreaux: derrière une cagoule, on ne se souvient pas de visages terrifiés, on ne reconnaît nulle expression de supplication. Un encagoulé ressemble plus à 80 kg de viande qu'à un être humain. On trouvera moins difficile de torturer 80 kg de viande que de torturer un être humain. Et pour qu'il se torture encore mieux lui-même, il suffit de lui ordonner de se mettre dans une position presque impossible à tenir, épuisante, et de le garder nu.

Maximisation de l'output, sans augmentation d'input; Abu Ghraïb, c'est IBM, c'est Ford, c'est Macdonald's, sans masques. C'est la révélation concrète, sur le corps, sur l'esprit, de la nature du capitalisme: le renversement constant du principe kantien qui veut considérer un être humain toujours comme une fin, jamais comme un moyen.

Abu Ghraïb et le capitalisme sont l'effort tenace pour transformer l'homme-fin en homme-moyen, moyen de profit, moyen de pouvoir, pour extraire la liberté et greffer la servilité. Bref: la torture et le capitalisme, c'est la même chose.

Nestor Potkine

Nucléaire

La caravane passe...

À L'INITIATIVE du réseau Sortir du nucléaire, une caravane, composée de divers véhicules et d'une quarantaine de personnes de diverses nationalités, sillonne la France depuis le 24 avril et ce jusqu'au 23 mai. L'objectif est double: relancer l'opposition au programme du renouvellement du parc des réacteurs nucléaires (EPR, programme européen), et célébrer le 18^e anniversaire de Tchernobyl. La caravane propose, lors de ses haltes, une exposition sur les énergies renouvelables, des repas populaires à prix libre, des animations diverses, et surtout la pièce de théâtre Tchernobyl now, présentée par la troupe « Brut de béton ».

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire¹ s'était investi afin d'organiser une double étape dans la journée, et dans le département. Bagnols-sur-Cèze, commune de la vallée du Rhône gardoise qui compte avec Marcoule, fut le premier rendez-vous de la journée. Une faible présence militante, confortée par la caravane, fit une démonstration à travers la ville; après le déjeuner, on se rendit devant le site de Marcoule pour en bloquer l'accès pendant une demi-heure. Le poids local de l'emploi généré par le site nucléaire dans une région dévastée économiquement n'est pas pour rien dans cette faible mobilisation, alors que la Criirad est déjà capable de dénoncer une pollution (tritium) des eaux dans la région, due à Marcoule. Combien faudra-t-il de temps encore pour que les populations locales réagissent? Il faut aussi signaler que quelques jours plus tôt, un voyage fut organisé avec la presse régionale pour visiter l'installation de Tricastin: toute relation entre cette opération séduction avec le passage de la caravane antinucléaire est évidemment tendancieuse...

Nîmes étant l'étape suivante, la caravane des protestataires vit son camion cantine immobilisé sur l'autoroute au motif d'une surcharge. Mais cela n'empêcha pas le convoi d'arriver dans la capitale gardoise où 200 personnes les attendaient. Notons au passage l'inquiétude de la police locale, toutes catégories confondues, et décelable par les effectifs dépêchés sur place par le préfet (RG, police municipale, nationale). Au départ de la Maison carrée, une parade festive et antinucléaire fit un tour des boulevards, au grand désespoir des policiers qui tentaient de faire pression sur les organisateurs et organisatrices à l'origine

de la manifestation (« Nous allons retirer nos hommes, nous n'assurons plus votre sécurité », etc.) pour qu'ils abrègent la démonstration de rue. L'ambiance était joyeuse, colorée, accompagnée par l'autobus de la caravane et fit même un sit-in, ce qui affola quelque peu les policiers présents. Après un repas pris avec les caravaniers, ce fut au tour de la compagnie « Brut de béton » de donner une prestation d'une qualité remarquable, devant une centaine de personnes, attentives et émus devant cette évocation de la catastrophe de Tchernobyl.

Au final, l'opposition antinucléaire locale a regonflé ses troupes, gagné en visibilité et affirmé son ancrage, même s'il est difficile de mobiliser pour un travail de longue haleine, au quotidien. La presse locale et régionale a relaté correctement les événements, et a donné la parole au Collectif gardois. Les libertaires et en particulier le groupe Gard-Vaucluse de la FA, présent sur les deux étapes de la journée, ont largement participé à la préparation de l'événement.

Reste que pour pouvoir se dynamiser, cette lutte contre le nucléaire, civil et militaire, doit dépasser son cadre un peu étriqué. Il est facile de remarquer la dépolitisation de la mouvance antinucléaire: cette situation met objectivement le mouvement, en particulier celui du réseau Sortir du nucléaire, en position de s'offrir au mieux-disant. Exemple: le réseau a fait la démarche de demander aux présidents de

régions de s'engager à ne pas accepter de réacteur du type EPR dans leur zone. Les réponses positives obtenues pourraient certainement faire basculer les votes aux régionales en faveur d'une classe politique de gauche qui n'a pourtant jamais été antinucléaire et qui n'a pas donné d'avancées significatives lorsqu'elle était au pouvoir avec Jospin et les Verts! Cette tendance, catégorielle et apolitique, vient d'ailleurs de se conforter avec l'adhésion au réseau Sortir du nucléaire du Mouvement des jeunes socialistes. Cette situation générale indique assez que ce mouvement manque de perspectives, pour faire appel à la classe politique et vendre son indépendance.

Pour autant, les libertaires ne sont pas encore en capacité de faire contrepoids. Il y a donc à réfléchir vraiment sur cette situation et à offrir rapidement des débouchés politiques à un mouvement qui, malgré ses efforts, reste cantonné à la pérennisation d'une culture antinucléaire. À terme, sans débouchés et sans perspectives, c'est donc un mouvement qui va s'institutionnaliser et mourir d'usure.

Daniel

groupe Gard-Vaucluse de la FA

1. Collectif qui regroupe depuis trois ans, personnes et associations dont le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste.



Le Lap, expérience pédagogique non-hiérarchique victime d'un incendie en avril, se bat pour éviter une fermeture définitive.

Le Lycée autogéré renaîtra de ses cendres...

« LE LYCÉE AUTOGÉRÉ de Paris a été victime d'un incendie mardi 6 avril au matin. Depuis cette date, cet établissement ne peut plus fonctionner dans ses locaux, situés au 393, rue de Vaugirard dans le 15^e arrondissement de Paris. »

C'est ainsi que commençait le communiqué de presse diffusé par l'équipe au lendemain des vacances de Pâques. Il y a eu en effet de légitimes raisons à se montrer inquiet. Conjoncture actuelle, proximité géographique de l'annexe de Paris Assas, etc., tout pouvait laisser craindre que l'occasion serait belle de voir cette expérience remise en cause.

Quelle expérience? Le Lycée autogéré a ouvert ses portes en 1982, dans les caves du lycée François-Villon, dans le cadre de l'éducation nationale. C'est en 1984 qu'il s'installe dans les locaux actuels. Le lycée est dit autogéré parce qu'il est composé de deux catégories d'individus:

- Des enseignants, garants de la pérennité de l'expérience et
- Des élèves, volontaires, venus pour y suivre une formation.

Et, ce que nous recherchons, c'est la participation de tous à la gestion de l'établissement, tant sur le plan pédagogique que matériel. Les principes de fonctionnement sont démocratiques: un individu, une voix. Nous pensons que c'est en vivant la démocratie que l'on s'y forme, que c'est en vivant l'autogestion que ce principe demeure vivant. Il n'y a pas de hiérarchie interne, pas de professeur, ni de CPE. Les punitions et la notation y ont été abolies.

Dès le début, certaines spécificités se sont fait jour. Il n'y a aucun statut « officialisant » l'existence du lycée. Les enseignants qui y travaillent, tous volontaires et cooptés par l'équipe, sont détachés de leur poste administratif pour un an, renouvelable chaque année. Le lycée a échappé à la régionalisation, il est de ce fait pour sa gestion toujours directement rattaché au ministère.

Les avantages matériels (dotation en équipement, livres gratuits pour les élèves) assurés par la région nous échappent. C'est le ministère, par le biais de la direction du Patrimoine et de la Construction universitaire qui gère les

travaux. Ces quelques points pour souligner combien peut sembler précaire l'existence de cet établissement.

L'incendie a pris dans le dépôt jouxtant la cafétéria. Ayant été vite maîtrisé, les dégâts semblent limités à cette partie de l'établissement. Mais les armoires électriques et d'alarme, ainsi que les câbles ont été endommagés, ne permettant pas le fonctionnement du lycée. L'enquête a démontré qu'il n'y a eu aucune négligence de la part des membres du lycée (le feu a démarré vers 8 heures, alors que l'ouverture ne se fait que vers 8h45. Et qu'il n'y a pas de raison de considérer que la mise à feu soit intentionnelle.

Les lenteurs administratives (demande de crédit, transmission des dossiers, etc.) nous ont alarmés, puisque le spectre de la fermeture définitive semblait suspendu au-dessus de nos têtes. Nous devons reconnaître que les contacts que nous avons eu très rapidement avec l'Inspection académique nous ont été d'une grande aide, puisque nous avons rencontré des interlocuteurs à l'écoute qui ont permis à la fois de reloger temporairement les élèves dans deux établissements (je n'insisterai pas sur les difficultés matérielles que cela peut poser, ni sur la difficulté pour certains élèves qui étaient venus au LAP parce qu'ils ne supportaient pas le traditionnel) et de diligenter le démarrage des travaux. De même, nous avons rencontré au niveau de l'accueil des partenaires bienveillants.

Aujourd'hui, les travaux ont démarré, nous avons espoir qu'ils seront terminés d'ici le 21 mai, afin que nous puissions réintégrer nos locaux. Il faudra restaurer la cafétéria, ce qui est prévu pour les vacances de juillet.

L'attachement des individus à ce lieu est très fort. C'est ici que depuis vingt ans vit une expérience assez unique en France, surtout dans le cadre de l'institution. Laquelle institution (rencontre avec l'inspecteur d'académie en assemblée générale) a clairement exprimé le souhait que cette expérience continue dans les meilleures conditions possibles. Souhaitons que se multiplient les lieux où l'on peut échapper à la loi de la concurrence et à la pesanteur des hiérarchies locales pour permettre l'épanouissement des individus...

N. M.



Pour une école différente

Le lycée autogéré de Paris sort de sa réserve

en

EN SEPTEMBRE 1982 débutait une « expérience pédagogique » connue sous le nom de Lycée autogéré de Paris (LAP). Établissement se réclamant de l'autogestion, le Lycée autogéré de Paris existe encore aujourd'hui et c'est l'un des rares établissements scolaires publics à dépendre directement du ministère, c'est-à-dire à ne pas être régionalisé. Son existence juridique, quasi virtuelle, est incertaine, le bâtiment qu'il occupe conjointement avec le CLEMI est convoité par l'université d'Assas... Mais malgré les difficultés de tous ordres, chaque année les demandes d'inscription dépassent les possibilités d'accueil que nous poussons à 225 inscriptions. Et il se trouve toujours vingt-cinq enseignants pour continuer dans un contexte souvent difficile. De ce côté-là, aussi, il arrive que des candidatures soient refusées, faute de place.

Qu'est-ce qui pousse des élèves à intégrer un établissement qui ne prétend aucunement à rivaliser avec les « bons lycées » ? Tous les élèves du LAP ne sont pas des marginaux, des « décrocheurs », des exclus de l'enseignement « standard », cependant beaucoup gardent un très mauvais souvenir de leur scolarité antérieure.

Ceux qui ont vécu leur passage à l'école de façon pénible, particulièrement dans les dernières années de collège, sont nombreux. À les entendre, ils ont rencontré de l'indifférence de la part des adultes, parfois une franche hostilité. Rapports humains quasi inexistantes entre élèves ou bien compétition au-delà de la « saine » émulation, le climat est à la violence. Et ils sont trop souvent orientés contre leur gré vers des filières qui ne correspondent ni à leur goût ni à leurs aptitudes. Ils sont soumis à trop de pression, trop de stress... Ces facteurs conjugués engendrent un malaise qui peut se traduire de différentes façons : dépression, désintérêt, agressivité, absentéisme, phobie de l'école, etc.

Qu'est-ce qui pousse des enseignants à devenir membre de notre équipe ? Alors qu'il

est difficile de trouver parmi eux d'« ex-mauvais élèves », les témoignages que les enseignants du LAP apportent sur leur expérience du système scolaire rejoignent celles des élèves.

Les élèves que l'on devrait aider sont trop souvent perçus comme une menace, et les modèles pédagogiques qui imprègnent les pratiques n'ont pas beaucoup évolué depuis le temps où l'enseignement secondaire était réservé à une petite élite.

L'avancement dans la carrière dépend davantage de la capacité de s'adapter aux exigences réelles ou supposées de l'inspecteur que de celle de s'adapter aux demandes des élèves.

Le climat des établissements est la plupart du temps insupportable, l'enseignant n'a pas son mot à dire sur l'élaboration des programmes, la perspective du bac semble structurer tout l'édifice.

Les critiques que nous venons d'énoncer sont-elles nouvelles ?

Périodiquement, chargés de mission, inspecteurs généraux, voire ministres se livrent aux critiques les plus documentées et les plus virulentes de l'école...

Ces critiques prennent très souvent en compte le malaise des élèves et des enseignants, et elles peuvent même aboutir à des réformes.

À chaque fois, ces critiques tournent autour de trois points essentiels :

- Qu'en est-il de la vie sociale à l'école ?
- Quels savoirs enseigner ?
- Quel système d'évaluation adopter ?

Pourquoi l'éducation nationale n'arrive-t-elle pas à dissiper les malaises ?

Les réformes se sont succédées, parfois à un rythme soutenu.

Malheureusement ces réformes, qui sont censées prendre en compte le point de vue de ceux qui sont les premiers concernés - les élèves et les enseignants - sont très rapidement vidées de leur sens.

Qu'en est-il de la « vie scolaire » ? de l'heure de « vie de classe » ?

Qu'en est-il des droits des élèves ? Que pensent-ils du rôle des délégués dont la participation à la vie de l'établissement est souvent réduite à porter les cahiers de texte et à accompagner un camarade jusqu'aux toilettes ?

Que doivent-ils comprendre des concepts de démocratie et de citoyenneté ?

Quant aux tentatives de changer les contenus, quant à la volonté toujours affichée de limiter le bachotage, où en sommes-nous ?

Il est évident que le décalage entre les principes proclamés et les pratiques autorisées est si important qu'il contribue pour une grande part à dévoyer le système.

À force de faire dire tout et n'importe quoi à des mots qui renvoient à des valeurs fondamentales, on ne contribue certainement ni à la formation des individus ni à leur émancipation.

Quelles sont les caractéristiques essentielles du lycée autogéré ?

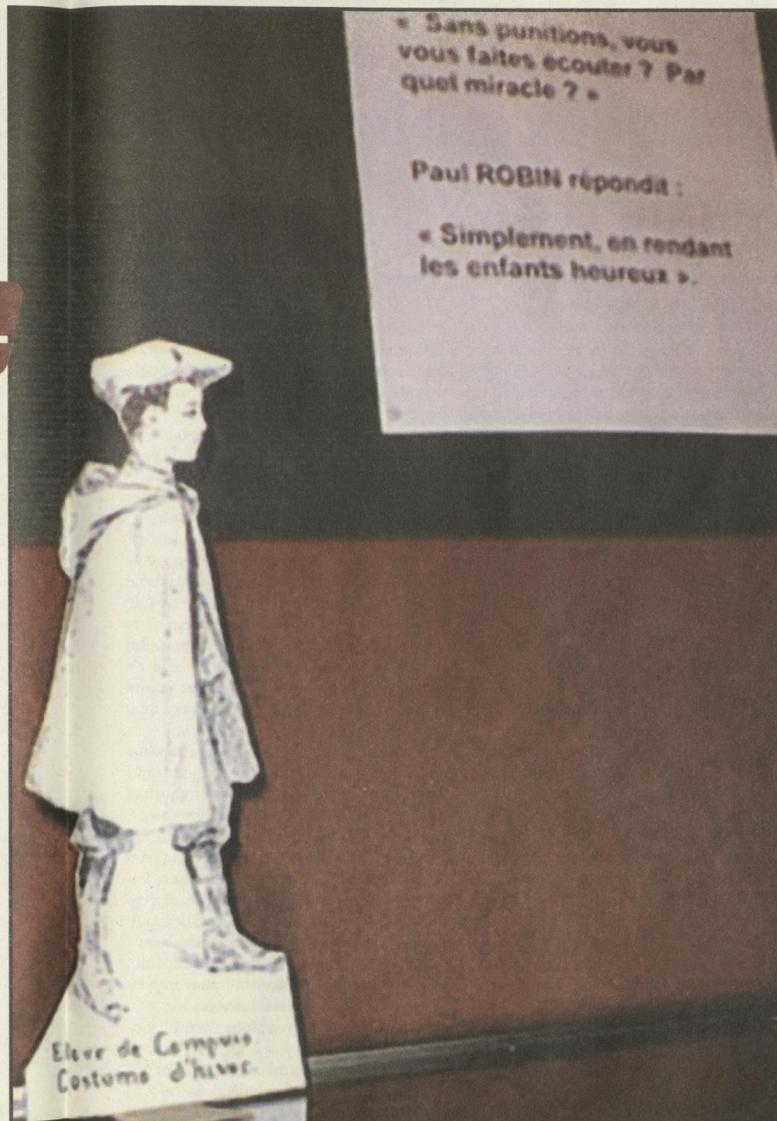
Dans notre établissement, les membres sont de deux sortes :

- Les membres de l'équipe, responsables de l'expérience vis-à-vis de l'extérieur
- Les élèves, venant pour acquérir une formation de niveau secondaire.

Ensemble, nous essayons de concilier les apprentissages académiques et la gestion démocratique. Ce qui est recherché, c'est la participation de tous aux actions et aux décisions qui se rapportent à la vie de l'établissement.

La libre fréquentation rend chaque élève responsable de sa formation en lui autorisant le choix de ses apprentissages et la recherche de ses objectifs.

L'équipe éducative est là pour accompagner cette recherche plus ou moins longue, pour aider l'élève à réaliser les objectifs qu'il s'est fixés sans utiliser l'arme de la punition.



L'organisation pédagogique, la multiplication des groupes, la variété des types d'activité, l'hétérogénéité des élèves autant en niveau qu'en âge, le développement des matières artistiques leur permettent de se réconcilier avec l'apprentissage et la vie collective. À nouveau, chacun peut se trouver du temps pour se reconstruire et pour apprendre. Les étiquettes infamantes sont remises en cause. Le LAP offre une nouvelle chance à ceux qui se voyaient définitivement rejetés. Parmi les possibilités offertes à ceux qui ne sont pas en situation d'échec, soulignons celles de ne pas être séparés des autres, de se trouver des richesses à partager.

Nous ne demandons pas l'impossible, nous demandons à être considérés comme des personnes responsables, capable de faire face à des situations difficiles, et d'inventer des réponses nouvelles.

La participation collective des membres du lycée aux décisions (une personne, une voix), les réunions hebdomadaires où ces décisions sont discutées, permettent une réelle liberté d'expression des élèves qui bénéficie à la qualité de toutes les activités.

Au LAP, on ne demande pas de formation préalable à la citoyenneté : l'autogestion permet à chacun de l'apprendre en la vivant au sein d'un collectif de petite taille. Cette

expérience contribue à établir des relations interpersonnelles, à construire des réseaux d'obligations, d'échange et de solidarité. Bref, il s'agit d'apprendre à vivre ensemble.

Qu'apporte le lycée aux élèves ?

L'expérience de gestion et d'analyse collectives devrait permettre aux élèves de comprendre un peu mieux le monde dans lequel ils vivent et aussi d'y trouver une place.

Lorsqu'ils quittent le lycée, les élèves se dirigent vers une formation professionnelle ou universitaire, avec ou sans le bac, et ils ont pour la plupart retrouvé confiance en eux ainsi que des capacités à s'exprimer, à s'organiser et à apprendre.

L'« équipe enseignante » au Lap

L'équipe enseignante est responsable collectivement de l'organisation pédagogique et de la gestion d'ensemble du lycée. Et la responsabilité de l'équipe enseignante est inséparable d'une grande liberté qui permet à chacun de se réaliser à travers sa profession.

La coopération entre tous les personnels est indispensable, à plus forte raison entre les enseignants. Ce travail en équipe ne peut être imposé à quiconque. Pour devenir membre de notre équipe, il faut être volontaire et accepter les bases esquissées dans ce texte.

Pourquoi se limiter à quelques lycées expérimentaux ?

Pour ce qui est des programmes et des examens, nous ne pouvons qu'appeler au plus grand nombre pour réfléchir ensemble aux contenus d'enseignement nécessaires aujourd'hui, à la façon de les aborder et de les évaluer.

Pour ce qui est du fonctionnement des établissements scolaires, il serait dommage qu'après plus de vingt années le lycée autogéré garde une existence confidentielle. L'expérience accumulée, qu'il s'agisse de réussites ou d'échecs, devrait profiter à un plus grand nombre.

L'un des bilans que nous en tirons aujourd'hui est le suivant : quelles que soient les difficultés, ceux qui veulent explorer des voies nouvelles pour remédier à certains problèmes rencontrés par notre service public doivent être encouragés.

Nous aimerions que se développent des établissements dont le but serait de répondre aux demandes d'élèves soucieux de fréquenter une école qui ne soit plus source d'ennui ou d'exclusion mais un véritable lieu d'épanouissement. Nous aimerions qu'ils puissent envisager leur avenir avec confiance, avec enthousiasme.

Nous aimerions naturellement qu'ils trouvent une place...

Dans quelle société ? Sûrement pas une société où régneraient en maîtres la concurrence, l'argent, le profit, etc.

Les élèves et les professeurs du Lap

Deux États pour deux nations, c'est deux États de trop

Tel Aviv, Israël : l'Initiative anarcho-communiste participe à l'immense manifestation pour la paix. L'occasion de faire connaître par ce tract leurs positions.

SI L'ÉTAT D'ISRAËL et l'autorité palestinienne arrivent à un accord de « paix », cela ne résultera pas du souhait israélien de « sécurité » pour les citoyens ni du souhait palestinien « d'indépendance ». Ce sera plutôt une conséquence des intérêts géopolitiques internationaux des puissances, tant ces concepts n'ont rien à voir avec leur façon de voir les choses. Les accords de Genève, initiés par des politiciens et des hommes d'affaires, s'ils sont signés et appliqués comme prévus (et ce sont déjà deux choses différentes) seront l'expression de ces intérêts, et il en sera ainsi de tout autre accord politique que l'on puisse imaginer.

Le terme le plus approprié pour décrire le traitement de l'État d'Israël envers les habitants qui ne sont pas inclus dans la catégorie des juifs israéliens jouissant de leurs pleins droits est l'apartheid : une règle de séparation chauviniste, qui confisque la terre des paysans, restreint la liberté de mouvement des personnes se rendant au travail, et obstrue les capacités des capitalistes palestiniens à développer leur économie. Tout cela, alors que dans le même temps l'État d'Israël essaie d'obtenir la coopération des dirigeants palestiniens.

Des personnes, qui se considèrent comme des activistes pour la paix, se demandent sérieusement, au-delà des réponses officielles de la gauche, quelles sont les raisons qui sous-tendent la politique commune de tous les gouvernements israéliens (qu'ils soient de droite ou de gauche) envers les Palestiniens. Nous considérons que ce n'est pas seulement la conquête d'un peuple par le tourbillon des empires anciens ; ni l'expression d'une croyance en une terre d'Israël indivisible, tirée de la Bible. Ce n'est pas non plus le blocage dû à la pression de l'important lobby des dirigeants des colons, bien que celui-ci joue également un rôle certain dans la situation.

L'apartheid doit être vue comme quelque chose qui sert de puissants intérêts. Elle sert les capitalistes israéliens en fournissant de la main-d'œuvre à faible coût qui a été principalement utilisée par les petits et moyens employeurs dans les entreprises industrielles et du bâtiment. Les « Arabes israéliens » qui étaient sous la loi militaire durant les années 1948-1966 ont rempli ce rôle et plus encore que ceux-ci, les habitants des régions occupées en 1967. C'est seulement dernièrement, résultat de l'Intifada el-aktsa, avec « l'importation » massive de travailleurs immigrés temporaires que l'accès libre à cette main-d'œuvre a été

interrompu. Les grosses compagnies israéliennes ont profité de l'occupation de 1967 principalement parce que cela leur a ouvert un gros marché de consommation dénué de toute concurrence. L'establishment militaire, qui a toujours été puissant en Israël, a apprécié et apprécie toujours les carrières garanties dans le gouvernement et les industries une fois fini le temps de service. Les militaires ont tout intérêt à ce que l'apartheid (et le conflit) perdure car il leur assure positions sociales et droits. Il est également dans l'intérêt des États-Unis, qui bénéficient depuis les années 50 des services que lui a rendus l'État d'Israël, qu'Israël reste sous une menace permanente, afin que celui-ci ait besoin de leur soutien.

Un rappel : des discussions sérieuses au sujet de l'établissement d'un État palestinien ont commencé il y a seulement 15 ans, vers la fin de la première Intifada. Presque tous les dirigeants de la principale gauche sioniste et de la gauche plus radicale actuelle, qui semblent avoir réussi à réécrire leur histoire dans un style plus ou moins orwellien, n'imaginaient même pas qu'un tel accord puisse être possible. Même au début de la période des accords d'Oslo ils ne parlaient toujours que d'autonomie. L'OLP et la gauche anti-sioniste parlaient de l'établissement d'un État souverain composé de tous ses citoyens (binational). L'autorité palestinienne n'existait pas du tout avant qu'Israël n'aide à ce que l'OLP assume ce rôle. L'accord de paix concernant deux États pour deux nations ne fut à l'ordre du jour que quand, suite à l'Intifada et aux changements de l'économie mondiale, il a commencé à intéresser certaines franges capitalistes israéliennes et américaines.

Que signifie une telle paix ? Si nous comparons la situation dans l'Israël élargi à un apartheid tel que celui qui a existé en Afrique du Sud, nous pouvons voir que la paix signifie l'assujettissement de l'Intifada à une junte dirigeante palestinienne qui servira Israël. Une paix comme celle-ci, souvent appelée « normalisation », est liée au processus qui s'exprime dans le monde entier sous le terme de globalisation et aux initiatives pour une coopération économique régionale qui doit culminer en une « région de libre-échange de tous les pays de la méditerranée ».

Tout autour du monde, de tels accords ont pour conséquence la prise de contrôle des économies locales par des intérêts multinationaux, la violation des droits de l'homme les

plus élémentaires, la détérioration des statuts et des conditions des femmes et des enfants, la violence sociale et la destruction de l'environnement.

Est-ce qu'un tel accord apportera au moins l'arrêt de la violence ? Nous ne le pensons pas : les fossés et les difficultés économiques vont augmenter, le problème des réfugiés ne sera toujours pas résolu et la légitimité du soutien économique international apporté à de nombreuses personnes sans travail dans la bande de Gaza et en Cisjordanie sera mise en cause (comme cela s'est en partie produit après les accords d'Oslo et même dernièrement). Dans une telle situation, les Palestiniens n'auront d'autre choix que de dépendre de « leur » État, un État minuscule et dépendant dont il est permis de douter qu'il puisse être à la hauteur.

Les États agissent à l'intérieur d'un système d'intérêts et se soucient peu des gens ordinaires comme nous. Si nous voulons amener un changement vers le mieux et diminuer les fossés qui nous séparent ainsi que les tueries mutuelles, nous ferions mieux de ne pas nous comporter en marionnettes obéissant aux leaders économiques financés par les Européens et les Américains, qui se contentent de manifestations démocratiques. Nous ferions mieux d'agir pour faire tomber les divisions nationales et résister aux forces militaires responsables d'un massacre mutuel sans fin.

Nous ne devrions pas promouvoir un programme politique, comme celui des accords de Genève ni aucun accord alternatif. Même si nous agissons à un niveau indépendant (local) nous devons toujours nous rappeler qu'aussi longtemps qu'il existe des États et que le système capitaliste perdure, toute amélioration que nous construirons ne sera que partielle et toujours menacée. Par conséquent, nous devons voir notre lutte comme une partie intégrante de celle menée dans le monde entier contre le capitalisme mondial et appeler à un changement révolutionnaire basé sur l'abolition des classes, de l'exploitation, et la construction d'une société nouvelle, sans classe, anarcho-communiste. Une société où il n'y aura plus de coercition par l'État, ni de violence organisée, où le chauvinisme n'existera plus, ni les autres méfaits de l'ère capitaliste.

Ce tract est distribué par les anarchistes israéliens traités à la nation.

contact : haifa_anarchists-a-yahoo.com

Luttes de classe en Chine

ou apprendre à lire à travers les lignes

IL EST TOUJOURS TRÈS DIFFICILE de savoir ce qui se passe dans ce pays immense où la censure n'est pas un vain mot. Des informations passent pourtant à travers les canaux officiels et les pages économiques des journaux occidentaux. Avec les précautions d'usage et la possibilité de croiser les informations, on peut en déduire qu'il se passe des événements sociaux importants.

Un exemple, la rubrique « Money & Business » du *New York Times*, publiée par le *Monde* du 25-26 avril dernier, est consacrée à l'exportation possible de l'inflation chinoise dans le reste du monde. On y apprend dans cet article que le coût de la vie aurait tellement augmenté en Chine centrale que le gouvernement provincial aurait fait pression sur les entreprises locales pour qu'elles augmentent de 10 % le salaire de leurs employés. Inversons cette information, et nous apprenons que des mouvements sociaux d'une ampleur certaine ont amené le gouvernement provincial, incapable de les maîtriser, à faire pression sur les patrons locaux. La situation serait identique en Chine du sud où le patron d'une entreprise de céramique a été obligé d'augmenter ses ouvriers de façon importante. Un fabricant de machines situé dans le centre du pays dit avoir augmenté ses ouvriers de 10 à 20 % pour compenser l'augmentation du prix du riz. Il déclare, dans la foulée, avoir augmenté le prix de ses machines à l'exportation de 25 à 30 %. Ce qui signifie en clair que le prix des produits en provenance de Chine augmente, et que si nos patrons veulent garder leurs marges nous allons devoir payer plus.

Un autre exemple, le patron de la deuxième entreprise pétrolière chinoise a été remercié, nous rapporte le *Financial Times*. On apprend à cette occasion que sa gestion de l'accident industriel qui se serait passé dans une raffinerie et qui aurait fait plusieurs centaines de morts et quelques milliers de blessés a été jugée catastrophique par le pouvoir central. On lui reproche aussi d'avoir réglé de façon trop autoritaire des mouvements sociaux ayant eu lieu en 2002. Le pauvre homme ne serait plus que membre suppléant du comité central alors que son concurrent le plus direct, président d'un autre groupe pétrolier, est membre titulaire.

L'autre problème que rencontrerait le pouvoir chinois est celui de la surchauffe industrielle, selon la presse occidentale. Cela toucherait deux secteurs, celui de l'électricité et celui de l'acier.

Le patron d'une usine de motos dit avoir été obligé de fermer son usine trois jours par

semaine par manque d'électricité. Puis le *Financial Times* rapporte que le gouvernement de la province méridionale du Guangdong aurait forcé 4 000 entreprises locales à couper l'électricité deux jours par semaine pour empêcher le réseau électrique de sauter. D'autres entreprises sont invitées à réduire leur consommation de 10 à 20 %. La réaction des patrons locaux a été soit de délocaliser (!) leur production dans des endroits où il n'y a pas encore de coupures d'électricité, soit de mettre en place des groupes électrogènes. Cette dernière mesure a eu pour conséquence la raréfaction de carburant diesel.

Ce que ces journaux ne disent pas c'est que ces coupures d'électricité ont pour conséquence première la mise sur le carreau des ouvriers de ces entreprises qui, probablement, n'apprécient pas ces congés forcés qui équivalent à un manque à gagner. L'augmentation des salaires mentionnée plus haut y est sans doute liée. Peut-être y a-t-il eu des mouvements de mécontentement dans les centrales électriques forcées de produire davantage sans augmentation de salaires. Pour qu'un tel rationnement ait eu lieu, au niveau d'une province de plus de 78 millions d'habitants, on peut supposer l'existence d'un mouvement concerté.

Dans le domaine de l'acier, la situation est semblable. Près de Shanghai, dix cadres d'une entreprise de construction ont été emprisonnés pour « construction illégale d'une aciérie ». Cette mesure rentre dans les efforts faits par le pouvoir chinois pour maîtriser l'explosion industrielle. C'est l'attitude traditionnelle, depuis des siècles, de la bureaucratie céleste. Quand on ne maîtrise pas, on arrête! Dans ce cas précis, il y a fort à parier que, dans ce contexte, l'avis ou l'attitude des premières victimes de ce chantier ont dû être pris en compte. En effet, 4 000 fermiers et leur famille ont été expulsés de cet endroit et, depuis, vivent sous des tentes, sous des ponts ou dans des bateaux de pêcheurs abandonnés. S'il y avait des fermiers, c'est qu'il y avait certainement des cultures de riz, cette expropriation forcée entraîne donc un manque de production de cette céréale dont les prix sont déjà en train de flamber. Ceci ajouté à des crédits financiers d'un milliard d'euros obtenus frauduleusement doit faire désordre.

L'Empire céleste a des problèmes. C'est ce que j'annonçais dans mon précédent article sur la Chine, je ne pensais pas que cela viendrait si tôt.

Pierre Sommer



Exploitation géothermique en Tibet occupé

Syndiqué.e.s, comment, pourquoi ?

Elisabeth Claude

dANS UN ARTICLE récemment paru, un camarade s'interroge sur l'avenir de l'anarcho-syndicalisme et propose que tous les libertaires rejoignent la CNT... Il me semble que nous pourrions refaire les débats du congrès d'Amsterdam (1907!) et reprendre les motions de Malatesta, Dunois et Monatte!... Les arguments échangés sont, pour la plupart, toujours d'actualité, même si le paysage syndical s'est diversifié.

Avant d'évoquer les aspects divers de cet avenir (est-il radieux ou pas?), je souhaiterais en définir quelques éléments. Notamment, comment et où devient-on anarcho-syndicaliste?

Ce n'est pas dans les gènes! Le plus souvent, les anarchosyndicalistes sont des militant.e.s syndicalistes qui ont côtoyé d'autres militants dans le monde du travail. Il est plus rare que ce soit des anarchistes qui choisissent la tendance anarchosyndicaliste, parmi les autres tendances du mouvement anarchiste (individualiste ou communiste libertaire) mais cela arrive parfois. Or, de quoi parle-t-on quand on parle du « monde du travail »?

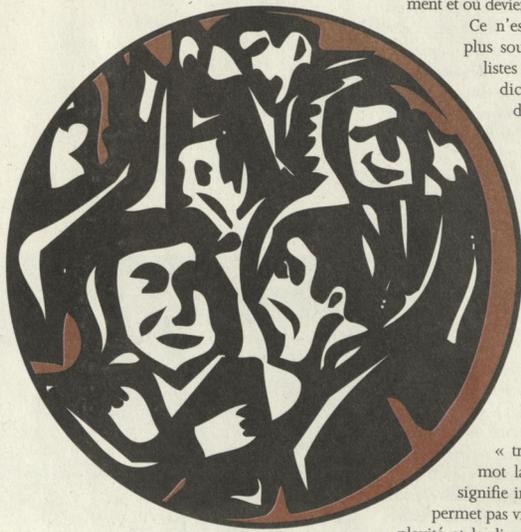
Rappeler que le mot « travail » a pour origine le mot latin « trepalium » – qui signifie instrument de torture – ne permet pas vraiment de décrire la complexité et la diversité des situations vécues par les travailleuses et les travailleurs d'aujourd'hui (ceux-ci étant compris comme regroupant celles et ceux qui ont un emploi ou pas).

Ces situations peuvent se décrire de deux points de vue:

– du point de vue d'une exploitation certaine. Cette exploitation découle des objectifs de production (l'accroissement du profit regroupé dans les mains de quelques uns au lieu de la satisfaction des besoins sociaux pour toute la population), des choix de production (des véhicules individuels et polluants, au lieu de transports en commun, des matériels fragiles ou mal conçus pour en vendre plus, au lieu de matériels solides et durables, y compris en détruisant l'environnement et en épuisant les ressources naturelles en quelques dizaines d'années) et des modes de production (taylorisme, division du travail et flux tendus, hiérarchisation des tâches et des fonctions, donc des personnes, concurrence effrénée entre entreprises et pays).

– du point de vue d'une « certaine libération »: qui contesterait qu'il vaut mieux être salarié qu'esclave, en CDD qu'au chômage, mal payé que pas payé du tout, ou, depuis moins de 50 ans en France, une femme salariée qu'une femme au foyer (sauf quelques exceptions)? D'ailleurs, les statisticiens constatent, depuis une trentaine d'années, un développement constant du salariat au détriment des professions libérales, artisans et commerçants²... Aujourd'hui, plus personne ne conteste non plus la valeur de socialisation du travail: rencontres, reconnaissance d'une certaine identité et de ses compétences, y compris hors du champ de l'entreprise. Chacun aura pu constater les dégâts provoqués par le chômage sur l'équilibre personnel de quelques proches.

Enfin, le lieu du travail peut être aussi le lieu de la prise de conscience par les individus de cette exploitation qui nous bouffe la vie et de la construction d'une organisation collective pour concevoir des revendications,



Elisabeth Claude est militante du groupe Pierre-Besnard de la FA

immédiates ou pas, des moyens pour les faire avancer, voire aboutir!

C'est donc là, avec des collègues de travail, que le syndicalisme, version anarcho éventuellement, prend naissance: c'est une injustice vécue par l'un ou l'autre, des conditions de travail révoltantes, des inégalités de salaires, le non-respect d'une convention collective ou d'une loi, des mauvais traitements infligés à des usagers, la radiation de milliers de chômeurs, le non-paiement des heures supplémentaires qui font se dire « ah non! ça suffit comme ça! il faut que ça change! » Le catalogue serait long, très long des motifs de se révolter et d'agir...

Alors, commence le dur apprentissage du « métier » de militant.e... La recherche de mots d'ordre percutants, d'actions efficaces, attaquant plutôt les directions que les usagers, le débat collectif, parfois contradictoire, voire houleux ou hostile, la difficulté de mobiliser (la passivité, l'individualisme ne seraient-ils pas nos pires ennemis?), les heurts avec les forces de l'ordre, le risque de la répression, la division, la difficile mise en œuvre d'outils démocratiques (non pas au sens de démocratie parlementaire, mais au sens de prise de décision collective, de contrôle du mandat donné...), la rédaction et la diffusion de tracts, la lecture et l'analyse de textes législatifs plutôt rébarbatifs ou abscons: chacun de ces obstacles a déjà usé et découragé des myriades de personnes. L'engagement est donc difficile, et, pour durer, doit s'appuyer sur des forces personnelles (savoir relativiser, ne pas attendre un « grand soir » si hypothétique mais se réjouir d'un acquis, si minime soit-il, ne pas penser que toute sa vie dépend de son militantisme mais garder du temps pour soi, éviter le dévouement sans limite ou la fusion dans la lutte) et collectives (créer des relations solidaires entre militant.e.s, amicales, se soutenir en cas d'échec, analyser ensemble ses causes sans dramatiser).

Ce militantisme s'affronte à plusieurs types d'ennemis: les uns qui sont les pires (le patronat, l'État, les partis, les religions) et ceux que j'appellerais les ennemis de l'intérieur, (les individus syndiqués ou non syndiqués, trop souvent passifs, - Pelloutier regrettrait déjà « la paresse d'esprit nationale » et cela ne s'est pas arrangé avec la télévision abrutissante et la consommation ligotant par les crédits - et les organisations syndicales elles-mêmes, leur taille - trop petite, elle n'a pas d'influence, trop grande, elle n'est pas démocratique -, leur émiettement - qui s'est accentué ces dernières années en France).

Dans tous les mouvements sociaux auxquels il est possible de participer, et notamment dans les organisations syndicales, les militant.e.s viennent de diverses origines politiques. La confrontation n'est pas toujours amicale, loin de là. Ceci dit, ces rencontres influencent nos choix et c'est bien souvent parce qu'on a milité avec telle ou telle tendance que l'on construit ses propres convictions (« je ne veux pas agir comme Untel,

je me retrouve mieux dans les prises de position de tel autre »). Les histoires personnelles sont si diversifiées... Les classes ouvrières ont cherché diverses façons de se libérer du joug imposé et les approches du syndicalisme sont nombreuses: syndicalisme réformiste ou syndicalisme d'accompagnement? Syndicalisme corporatiste ou syndicalisme de conseils? Syndicat, courroie de transmission d'un parti (trade-unioniste) ou représentant d'une religion? Syndicat de métiers ou syndicat de branche? Sections d'entreprise ou bourses du travail? Syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme? On le voit, la liste des possibilités est longue et les affrontements ne manquent pas entre les tenants de telle ou telle approche.

Sur ce long chemin vers une nouvelle société, quelques repères historiques et théoriques, quelques principes d'action peuvent aider:

- allier les revendications immédiates à celles qui prévaudront dans une société nouvelle,
- concevoir les moyens d'action à utiliser en lien avec le but poursuivi et en tenant compte des réalités sociales,
- débattre des conceptions d'alternatives à construire, en refusant de ne se soucier que du quotidien,
- entendre les minorités et tenir compte de leurs propositions et analyses,
- penser et agir au plan local et international, professionnel et interprofessionnel,
- ne pas hiérarchiser les luttes, mais les vivre, en fonction de l'actualité qui en décide souvent bien davantage que les acteurs eux-mêmes, en les faisant se rencontrer, s'entremêler et s'enrichir.

Dans une telle situation, que peuvent faire ensemble des libertaires syndiqués, des syndicalistes révolutionnaires et des anarchosyndicalistes? Doivent-ils choisir d'être dans la même organisation syndicale?

Il me semble que c'est impossible, notamment pour les différentes raisons développées ci-dessus qui expliquent les divers chemins de la prise de conscience vers la nécessité de s'organiser dans le monde du travail. Par ailleurs, la liberté de choisir, inscrite dans l'idéologie libertaire, est si ancrée dans les esprits que toute tentative d'imposer une ligne est vouée à l'échec. Certains peuvent considérer que c'est dommage mais c'est ainsi! Et puis, le syndicalisme est un outil collectif et pas seulement un choix individuel: de ce fait, il s'agit de militer avec des collègues de travail et le choix de l'organisation se fait souvent ensemble, surtout lors de la création d'une section syndicale dans une entreprise. Quel sens a la création d'une section syndicale si on y est seul?

Et si oui, quelle organisation faudrait-il choisir?

Certes, l'heure n'est plus aux années soixante-dix où la CFDT attirait assez massivement les militants combattifs issus et/ou influencés par les idées de 68! Le recentrage amorcé par Edmond Maire et poursuivi par Kaspar, Notat et



Sois sage, oh, ma douleur !

« UNE PARTIE IMPORTANTE DU PROLÉTARIAT est organisée aujourd'hui dans les syndicats réformistes. Ces syndicats continuent d'avoir la confiance d'une masse importante de travailleurs, et l'influence du mouvement syndical dépasse largement le cadre strict de ses adhérents. En outre, la situation n'est pas encore telle qu'il soit impossible d'impulser une dynamique révolutionnaire dans les syndicats », c'est ce qu'écrivait l'Alliance syndicaliste il y a près de 30 ans en présentation d'une brochure *L'anarcho-syndicalisme, aperçu historique et théorique*.

Certes, la situation a changé depuis l'après 68. Le paysage syndical s'est recentré, voire pire encore... Des alternatives syndicales sont apparues comme SUD ou la CNT. Ce qui nous apparaissait hier comme irréalisable est aujourd'hui largement cité, commenté dans les médias. Il n'en reste pas moins que le problème de fond reste le même: où faut-il militer pour avoir de l'influence sur le monde du travail?

En 1976, l'Alliance syndicaliste écrivait « actuellement, nous pensons qu'il faut être là où les travailleurs sont organisés ». Être, au plan syndical, dans une structure regroupant la majorité des salariés d'une entreprise ou d'une localité pour favoriser une organisation plus combative a toujours été un choix cornélien.

L'histoire du mouvement ouvrier, français et international, a toujours oscillé entre les deux positions¹. Si l'on regarde avec objectivité les derniers événements sociaux de notre Hexagone, le poids dans la balance vient encore, que cela plaise ou non, des centrales dites représentatives. Alors, SUD ou CNT ne servent-ils que de faire-valoir aux diverses oppositions confédérales? Nous n'en sommes pas à attendre que des pans entiers du mouvement social rentrent dans la dissidence. À chacun, à chacune son libre choix de militer syndicalement où il veut, sans exclusivité de boutique, qu'elle soit petite ou grande. Au lieu d'incantations partisans, de la réflexion et de l'action, dans l'unité!

Thierry

groupe Pierre-Besnard de la FA

1. Souvent à son déclin, quand la CGT SR fut créée en 1926, elle n'entraîna pas l'adhésion unanime de la militance syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste. Près d'un demi-millier d'adhérents au début des années trente pouvait faire tirer au Libertaire: « CGT SR égale CGT sans rien ».

Chérèque fils ne donne plus envie à ce type de militants, même s'il existe une section un peu combative, d'y adhérer (ou d'y rester: il suffit de noter les nombreux départs, plus ou moins volontaires, ces dernières années). Dans le même registre d'organisations pratiquant l'accompagnement du patronat et de l'État dans ses « réformes » antisociales, ni la CFTC, ni la CGC ne nous intéressent ici.

Mais que penser de Force ouvrière ou de la CGT? La première continue à laisser apparaître une tendance anarcho-syndicaliste, à côté des tendances trotskistes (lambertistes) et réformistes (tendance Bergeron) mais ultra-minoritaire, manipulée par les trotskistes, quelle confiance lui faire?

Certes, la CGT garde son caractère de masse et peut encore apparaître à certains comme une possibilité: c'est notamment le cas des secteurs très fragilisés du privé, où la répression patronale ne laisse pas de répéter; ce peut être le cas de secteurs anciens où une certaine démocratie a survécu; on peut comprendre ceux et celles qui travaillent et vivent dans de petites villes qui rencontrent des difficultés de s'organiser ailleurs.

L'Union syndicale G10 Solidaires regroupe de nombreux militant.e.s, pour certain.e.s libertaires et/ou anarchosyndicalistes (mais pas seulement!); l'exclusion de la CFDT, le découragement et l'absence de perspectives réelles ailleurs, la sauvegarde de collectifs militants explique les choix de ces camarades. Tous connaissent les limites de cette organisation: faiblesse numérique, absence de représentativité interprofessionnelle, mais l'espoir demeure de faire vivre autrement une organisation syndicale (contrôle des mandats plus facile, refus de permanents à vie, débats plus ouverts qu'ailleurs, mode de prise de décision refusant l'affrontement majorités-minorités pour rechercher un consensus, liberté des organisations de base dans ses rapports au regroupement national et dans les prises de position publiques respectives).

Et, bien sûr, la CNT! Ses objectifs, ses statuts sont attirants et séduisent davantage qu'il y a quelques années. C'est avec joie que nous l'avons vue se développer, notamment après les grèves de l'hiver 95, et que nous avons participé à la réussite de « Mai 2000 ». La reprise de ses slogans ou de ses chansons par d'autres dans les cortèges militants ne peut que nous réjouir. Mais, parfois, son service d'ordre donne une image si déformée de ce syndicat que cela en fait fuir certains et certaines! Sa faiblesse et son manque d'implantation dans les entreprises ne facilitent pas toujours la construction d'une section. Que dire aussi de certaines prises de position dogmatiques ou sectaires?

Alors, après une telle analyse, quels espoirs porter?

– Proposer un travail commun entre organisations, entre militant.e.s: échanger des informations sur les actions menées dans les différents secteurs, être solidaires dans les luttes, analyser les défauts et les qualités

Pas de guerre
entre
les peuples



Pas de paix
entre
les classes

respectifs de chaque organisation en évitant de se centrer trop sur aujourd'hui, en se rappelant les limites d'une analyse trop datée,

– décrypter une adhésion parfois trop fusionnelle à l'organisation à laquelle on participe pour en critiquer certains aspects et reconnaître que tout n'est pas à jeter chez les autres,

– mettre en œuvre le fédéralisme et l'éthique libertaires: partager plutôt que convaincre, décrire son vécu pour l'analyser et le comparer à celui des autres, coordonner ses efforts, préférer ce qui rassemble à ce qui divise, diffuser les informations sur les luttes, allier actions et réflexions (« Une idée sans exécution est un songe », écrivait Saint-Simon dans ses Mémoires mais une action sans réflexion peut mener à faire n'importe quoi et à perdre de vue l'objectif de révolution sociale et libertaire). **É.C.**

1. Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire, L. Mercier-Vega et V. Griffuelhes, Éd. Spartacus, 1978.

2. Entre 1960 et 2000, la proportion de salariés dans la population active est passée de 70 % à 86 %!

Wild Side

« Ce qui m'a intéressé, c'est comment ce lien qu'ils créent à trois va les aider à vivre, à donner un sens à leur vie. Créer un espoir, les sauver non pas de leur marginalité, parce que là il n'y a rien à sauver, mais de cette désespérante solitude. Dans le fond Wild Side est un film d'amour. »

Sébastien Lifshitz

TROISIÈME long-métrage de ce jeune réalisateur français (après *Presque rien* et *la Traversée*) *Wild Side* est effectivement un film d'amour et de lumière.

L'amour est tout d'abord dans le regard du cinéaste posé sur les personnages de l'histoire et sur les lieux du tournage, un nord de la France vide de tout sauf de lumière. Et c'est cette même lumière qui jaillit tour à tour sur les visages et les corps de Stéphanie, Mikhail et Djamel ainsi que de la mère mourante pour nous dire que la vie peut devenir acceptable si on utilise le langage de l'amour.

L'histoire tient à un fil, comme la vie du reste : Stéphanie, transsexuelle, retourne dans la maison isolée et délabrée de ce Nord en ruine pour assister la mère dans ses derniers jours ; elle est accompagnée par Mikhail, émigré clandestin russe et par Djamel, jeune beur des cités parisiennes se prostituant avec hommes et femmes au hasard des rencontres.

Trois êtres humains qui se sont rencontrés, s'aiment et ne se quittent plus.

L'amour qui les unit va au-delà de tout : gommés les différences, les préjugés, les tabous, les dogmes et les règles, nous voilà enfin face à de véritables individus qui, ayant depuis longtemps coupé les ponts avec la société, vivent avec cohérence leur liberté conquise au prix d'immenses sacrifices et souffrances.

La marginalité de ces trois personnages, donnée comme postulat, est vite oubliée, le réalisateur nous plongeant immédiatement au fond de l'âme de chacun d'eux, pour y trouver quoi ? Eh bien, comme tout un chacun, une immense solitude face à la vie et surtout face à la mort. Mais alors quel remède à ça ? Un seul, l'amour. Retrouver le réconfort dans les bras l'un de l'autre, ensemble.

Et puis il y a le personnage de la mère de Stéphanie (Josiane Stoleru) que j'ai trouvé absolument sublime dans la nudité de son visage et de son corps – un corps qui en a fini à tout jamais d'être aimé et caressé par l'homme.

La mère va égrener des moments d'intimité rares avec sa fille, ponctués par les gestes du quotidien : c'est Stéphanie qui, avec amour la nourrit, lui fait sa manucure, lui lave les cheveux. Chaque opération est un moment privilégié entre mère et fille, où la première sait poser les questions justes et difficiles à son ex-Pierre, concernant sa vie intime, ses relations amoureuses.

Aucun jugement n'est porté sur le choix de Stéphanie et l'acceptation saine et généreuse de la réalité fait d'elle la mère que chacun de nous souhaiterait avoir...

Le présent de l'histoire est ponctué par un certain nombre de flash-back concernant l'enfance de Pierre : on le voit jouer avec sa sœur, courir dans ces terres vertes et vides inondées de soleil et de vent. Ce sont des moments de bonheur mais que Stéphanie retrouvera après la mort de la mère lorsqu'on la voit courir dans la lumière avec Mikhail et Djamel sur ces mêmes champs verts.

Il y a un moment du film où, le temps d'une scène, le réalisateur nous montre l'autre facette, celle du monde « politiquement correct », bref le monde d'en haut. Eh bien, elle donne les frissons ! Dans la boîte de nuit un très beau jeune homme bien parisien, bien propre, poli et tout et tout s'approche de Stéphanie et commence à la draguer.

Très vite, on sait ce qu'il veut, non pas la baiser mais la regarder pendant qu'elle baise avec un homme. Lequel ? Avec l'homme de la rue qu'elle lui indique depuis la voiture, à savoir Mikhail.

Dans la chambre les corps sont filmés en plan serré, ce sont des corps traversés de violence et de passion. Le Parisien lui ne voit que la scène de cul au premier degré, c'est lui qui donne les ordres sur le déroulement de l'acte et, une fois l'orgasme atteint, on entend un claquement de porte brutal.

En effet, il est parti sans voir l'amour qui unit ces deux corps et que la caméra nous montre dans un lent travelling droite gauche sur les bras des deux amants et sur la main de Mikhail qui caresse puis serre très fort celle de Stéphanie.

Et puis il y a Stéphanie, justement. À elle seule elle remplit tout l'écran (et quelle

ressemblance étonnante avec Marlène Dietrich !) subjuguant littéralement le spectateur par la beauté de son visage et sa dureté aussi, mais toujours traversée par une immense tendresse.

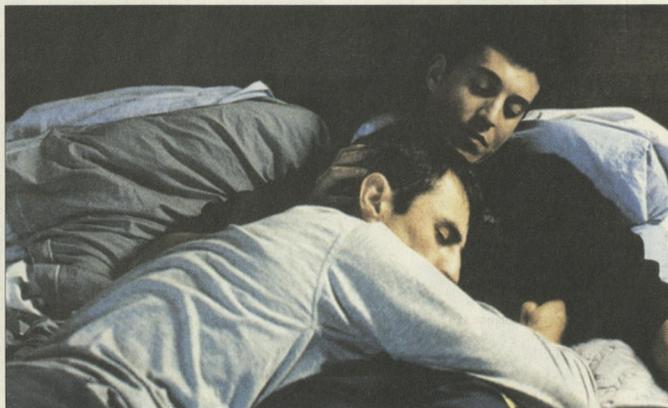
Stéphanie ne joue pas un rôle, elle est soi-même, filmée dans sa vie, dans ses attitudes, ses espoirs, ses chagrins. Elle est belle, on peut distante et en même temps si près de l'autre.

Quand on regarde son corps superbe de femme avec un sexe d'homme, et le naturel avec lequel elle l'assume, on se dit que cela devrait être ainsi, pour tout le monde, dans la vie de tous les jours : on devrait pouvoir porter nos contradictions – sexuelles, culturelles, affectives – avec le même naturel que Stéphanie, sans ostentation ni culpabilité.

Sébastien Lifshitz nous donne avec ce film une grande leçon de vie, une vie enfin libérée du carcan des règles de conduite dictées par la société.

Et le dernier plan du film est là pour nous dire que cela est possible : dans le train qui les ramène à Paris après l'enterrement de la mère, ils sont tous les trois assis sur la même banquette, enlacés les uns aux autres. Ils somnoient ou rêvent bercés par le mouvement du train. Dehors, le paysage défile, ces champs du Nord sans fin, baignés de lumière. Au début les trois corps sont dans l'ombre du rideau de la vitre mais le train avance et la lumière arrive de droite à gauche, les découvrant lentement pour s'arrêter, radieuse, sur les trois visages aux yeux fermés.

Valeria Erba
groupe *Nous autres*





CLAC

« **LE CLAC** (Collectif libertaire et anarchiste clermontois) est une association libre d'individus qui regroupe différentes tendances du mouvement libertaire: autonomes, antispécistes, et anarchosindicalistes. Loin d'être en opposition avec les organisations nationales et internationales, il en est un relais tout en restant indépendant. Cette structure permet d'élargir nos champs d'action et nos relations avec le milieu anarchiste tout en ayant une action directe sur l'agglomération clermontoise. » Voici ce qu'annonce ledit collectif en conclusion de son fanzine, *La Claque*, dont l'objectif est de « diffuser les idées et les expériences anarchistes et d'enfin remettre les cercles sur les A » (ah, ah! bien trouvé!). De fait, le zine commence par un article repris de notre monumental hebdomadaire, en l'occurrence le communiqué de la Fédération anarchiste italienne suite à ces douteuses lettres pétaradantes envoyées à quelques notables européens il y a quelques mois. Il est suivi de près par de bons papiers signés Filochard sur le vote, la marche policière de la république, et la publicité que traite également Aurée avec un même brio, sous un angle plus féministe. Notons en plus un article de Jon sur la philosophie contre la révolte, une interview d'un groupe de potes, Skalawag, un communiqué de la CNT-FAU (63) sur la recherche, une recette végétarienne, des dessins... Un joyeux bouillon de cultures anarchiste, quoi!

Contact: collectifclac63@yahoo.fr
 Filochard au 06 70 13 15 85, ou encore
laclaque_fanzine@yahoo.fr

LA RAÏA porte bien son nom. Une petite dizaine de personnes qui, de 2002 à 2004, ont rassemblé suffisamment de morceaux pour remplir leur premier album, intitulé *Peur dépliée*. Hâtivement, comme ça, on pourrait dire que cette Raïa-là marche dans les traces des Bérurier Noir (époque 1983, plutôt): guitare punkoïde, saxo psychotique, ambiance de déglincement froide, et jusqu'à cette reprise hallucinante de Chromosome Y, en fait datée de 1997 et interprétée à la massacre par deux gamins de 13 et 14 ans... L'influence est là, incontestablement, mais elle n'enferme pas le groupe dans la révérence. Au contraire, ce disque est une constante invitation à la promenade, au gré de l'inspiration, des délires et des envies du groupe. Du punk délibéré (« Mouche au napalm ») à la ballade tendue (« Dans la pluie, après la forêt », « La folle qui aime »), des rythmiques répétitives (« De rue ») à la poésie sonore (« Deuxième grand jardin chamanique »), on se surprend à jeter sa boussole pour mieux se laisser porter par la mystérieuse magie du disque. Si La Raïa a construit son album, ce n'est pas à l'avance mais plutôt par libres enjambées, portée par une haine farouche de l'homme-produit d'État (souvent militaire) et un hommage appuyé à l'énergie de l'enfance. Et l'étrange envoiement qu'il suscite provient sans doute de tout cela. L'objet, quant à lui, est très chouette: tout se déplie, du livret à la pochette, laquelle porte les réflexions des différents membres du groupe autour de la peur, sentiment sauvage qu'il s'agit d'apprivoiser pour mieux en extraire la puissance.

La Raïa, *Peur dépliée* (autoproduction), 12 euros à La Raïa, 1, rue André-Chénier, 78 800 Houilles, www.raia.in-fo/. On peut aussi se le procurer à Publico.

ONZE TITRES en moins de vingt minutes, en voilà une leçon! Excellente volée punk que ce premier album de Misspent Youth, groupe de la banlieue parisienne et par ailleurs habitué des squats. Efficacité, mélodie, énergie, le tout dans une certaine tradition « old school » comme on dit, Misspent Youth se dit lui-même très influencé par le « son 77 » du punk rock, côté anglo-saxon. Curieusement, le chant me fait beaucoup penser à celui d'un vieux groupe du Sud de la France, Dau Al Set (dont les vieilles et les vieux se souviendront peut-être?), hélas aujourd'hui disparu. Mais bon c'est anecdotique ça, hein... Le groupe aligne ses cibles: religion, État, police, capitalisme, bref et sans autre surprise ces multiples facettes de l'autorité qui seront toujours dans le collimateur des punk rockers. En fait, c'est surtout la zique de Misspent Youth qui décoiffe, le genre clashien speedé et soigné qui ravira les amateurs et amatrices du genre. En disque, c'est bien, mais en concert ça doit être encore mieux.

Misspent Youth, contact: tt2.arno@caramail.com
 ou
antilifeisanantidote@caramail.com

Bois d'ébène



Si LE BRÉSIL véhicule encore l'image, certes éculée, de pays du métissage et de la démocratie raciale, il n'arrive toujours pas à se dépêtrer, y compris sous Lula, de celle d'une des nations les plus inégalitaires du monde. Or voilà que la lecture de *Brésil, la mémoire perturbée*, les marques de l'esclavage revient sur ce paradoxe apparent. De par ses trois siècles et demi de système esclavagiste, le Brésil est, en effet, né sous le signe des exclusions sociale et raciale. Colonie d'exploitation, le Brésil a « bénéficié », comme nul autre pays, de la traite négrière. L'Amérique portugaise a reçu, à elle seule, jusqu'en 1850, près de 40 % du « bois d'ébène » exporté par le continent noir. Autant dire qu'il était plus rentable pour un planteur d'importer du « nègre » que de veiller à sa pérennité productive. Cependant, en amont de ce système mondialisé, on retrouve les chefferies africaines, sans la complicité desquelles la déportation de quelque vingt millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'aurait pas été possible. C'est pourquoi le premier chapitre de *Brésil, la mémoire perturbée* s'intitule sobrement : « Ce sont des Africains qui nous ont vendus ». Avec une langue dense et forte, la revue *Maira*, qui signe l'ouvrage, nous propose ici non pas un livre de référence réservé aux seuls brésilianistes mais des textes qui bousculent bien des fausses évidences sans tomber dans un discours strictement compassionnel. Rien n'est ici tout blanc ni tout noir. Les zones grises l'emportent.

Démystifiant la légende de l'esclavage cordial, « sur les plantations, l'espérance de vie d'un travailleur captif ne dépassait guère les sept ans », *Maira* égratigne aussi bien le mythe de la république de « Nègres » marrons de Palmares que les fables de la transition en douceur de l'esclavagisme au salariat et de l'automarginalisation des affranchis après 1888. Car non seulement le Brésil fut, avec Cuba, le dernier pays à abolir l'esclavage, mais encore ses élites économiques, les rois du café de l'Ouest de São Paulo, prises de court par la désertion des captifs des plantations soutenus par l'abolitionnisme populaire – le plus vaste mouvement démocratique que le Brésil ait connu – organisèrent dans l'urgence la relève par le truchement des immigrants italiens. Lesquels vont par la suite involontairement contribuer à exclure les affranchis du marché du travail.

Or cet apartheid à la brésilienne, qui n'a jamais reposé sur aucune loi, perdure. Et ce n'est pas parce qu'il existe désormais une moyenne bourgeoisie afro-brésilienne que le fardeau de l'homme noir a disparu. Les descendants d'esclaves, qui forment plus de 45 % de la population, occupent toujours les strates inférieures d'une société qui admet difficilement son racisme. Un racisme innervé par les trois siècles et demi d'une institution qui a façonné l'unité géographique et politique du Brésil, lui évitant le morcellement qu'a connu l'Amérique espagnole.

On pourrait regretter que l'ouvrage se termine plus faiblement qu'il n'a commencé. Mais c'est sans doute parce qu'il englobe la période post-esclavagiste. En effet, les luttes de classe que constituaient les sabotages quotidiens et exaspérants des esclaves ainsi que leurs révoltes sporadiques ont fait place à une série de combats de moins en moins subversifs car de plus en plus intégratifs. Par ailleurs, et c'est peut-être une des leçons paradoxales qui ressortent de la lecture de *La mémoire perturbée*, on aura du mal à comparer les conditions de vie, de plus en plus précarisées, du travailleur salarié moderne avec celles, effroyablement misérables, des captifs africains. Réduits à la condition juridique de biens meubles, ces derniers ne recouvraient leur humanité qu'au moment où ils commettaient un crime contre leurs maîtres et/ou son droit à la propriété. Certes, la barbarie capitaliste continue, cependant après la lecture d'un tel essai, on hésitera à employer sereinement l'expression « esclavage salarié ». La vérité s'accompagne toujours de nuances.

Benjamin Guinault



Maira, Brésil, la mémoire perturbée, les marques de l'esclavage, éditions Ab irato. 8 euros. Disponible à Publico.

Samedi 22 mai

Paris 11^e

Forum débat avec J.-M. Traimond, auteur de *Trésor des méchancetés. Anthologie à l'humour à l'usage des anarchistes*, à 17 heures, à Publico, 145, rue Amelot.

Rouen

Le groupe de la FA de Rouen vous invite à participer au cortège libertaire lors de la manifestation nationale contre le nucléaire, à 15 heures, Place de la cathédrale.

Dimanche 23 mai

Genève

Astier et les frères Sakarine en concert à la Cave de Sarco à 20h30.

Lundi 24 mai:

Nancy

Débat: « Contre les déplacements sous contrôle: transports gratuits et auto-gérés », animée par un juriste et membre du RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants). Projection de courts métrages: *trottoirs payants* et *portes ouvertes*. Tables de presse. Co-organisée par la Casbah, le groupe Marée Noire de la FA et le Scalp, à la MJC des trois Maisons à partir de 20 heures.

Paris 11^e

Présentation-débat du livre *Palestine: chroniques d'une occupation* en présence de l'auteure et pour la sortie du hors-série de la CNT *Le fait colonial en Palestine*. Organisé par la librairie Quilombo. À 19h45, au Cicip, 21 ter, rue Voltaire, M^oNation.

Jeu 27 mai

Paris 1^{er}

Le RATP appelle à une action pour la liberté de

circulation. Rendez-vous à 18 heures, place du Châtelet.

Vendredi 28 mai

Paris 11^e

Débat organisé par le RATP autour de la sortie de la brochure *Déplacements sous contrôle*, à 20 heures, à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert.

Samedi 29 mai

Lille

Deuxième salon de l'édition et du livre de lutte, organisé par l'Union locale de la CNT. Ateliers, débats avec de nombreux éditeurs et auteurs présents. De 10 heures à 20 heures, à la MEP, place Georges Lyon, M^o République.

Mercredi 2 juin

Grenoble

Astier et les frères Sakarine en concert à la Table ronde à 20h30.

Samedi 5 juin

Paris 20^e

Journée de solidarité avec la coopérative zapatiste MutVitz, de 15 heures à 21 heures. Projection co-organisée avec les Écrans rebelles à partir de 18 heures: un film sur MutVitz puis sur les récents événements de Zinacantan. Débat avec le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte de retour d'un séjour au Chiapas. Tables de presse, distribution de café dans les locaux de la CNT, 33 rue des Vignoles.

Dimanche 6 juin

Paris 11^e

Fred Alpi en concert, dans le cadre du festival Rash Paris/Barricata, à 17 heures au CICIP, 21 ter, rue Voltaire. Avec Inner Terrestrial.

Radio libertaire

Jeu 20 mai

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, « L'art mais oui, l'armée non! », avec pour invité Renaud Poillevé, peintre de la petite forêt.

Vendredi 21 mai

Enjoy polar: de 12 heures à 13 heures, l'émission aura pour invitée Michèle Lesbre auteure de *Un certain Felloni*.

Samedi 22 mai

Bulles noires: de 17 heures à 19 heures, l'émission invite Eric Giacometti pour son polar *Pannes de coeur*.

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, La libération inconnue, à chacun sa résistance et Face à la marée bleue, dix ans de « Que fait la police? », de et avec Maurice Rajsfus.

Lundi 24 mai

Les destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, l'émission recevra C. Levisse-Touzet et A. M. Revcolevschi au sujet de l'exposition « 1944: La destruction des juifs de Hongrie. »

Mardi 25 mai

Le Parisien libertaire: de 8 heures à 9h30: la poste à Paris: quels enjeux? Quelle ri-« poste », avec Sébastien de la CNT-PTT. **Pas de Quartier:** de 18 heures à 19h30, l'émission recevra Eric Hazan pour un débat en direct à propos de son livre *Chronique d'une guerre civile*.

Mercredi 26 mai

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Big Boy Crudup. **Femmes libres:** de 18h30 à 20h30, l'émission aura pour thème l'histoire des femmes dans l'art.

Jeu 27 mai

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30: Mounamitié avec Gérard Durand, secrétaire des Amis de la vie.

Lundi 31 mai

Les destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, l'émission recevra Emmanuel de Waresquiel pour le *Siècle rebelle*, Dictionnaire de la contestation au XX^e siècle.

Mercredi 2 juin

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Sleepy John Estes.

89.4 MHz
en région parisienne
et partout sur le net

agenda

Sommes-nous civilisés ?

Avec ses 1 010 hectares et 1 039 habitants, la commune de Lasalle dans le Gard se permet pour la troisième année consécutive de présenter un festival de films documentaires. Un sacré culot!

Sur trois jours, du 20 au 22 mai, les Lasallois et les « étrangers » amoureux du « cinéma-vérité » pourront vibrer à raison de neuf à dix films par jour...

De *Métaleurop*, *Germinal 2003* de Jean-Michel Vennemani à *Fusillés pour l'exemple* de Patrick Cabouat et Alain Moreau, en passant par *la Raison du plus fort* de Patrick Jean qui nous parle de cette Europe avec ses quartiers riches et ses banlieues de misère où se généralise la « tolérance zéro », et où l'on construit une prison quand on ferme une usine...

Avec *On tire et on pleure* de David Bencheitrit, nous rencontrerons des objecteurs de conscience israéliens, des mères de famille qui contestent le rôle de l'armée, des gradés qui refusent de commander. Dans un pays en état

de guerre quasi permanent et où la défense du territoire par tous les moyens est un devoir sacré, quel sacrilège!

Il y aura aussi le Chili avec *la Mémoire obstinée* de Patricio Guzman, *la Double Peine* avec un documentaire de Jacques Barinet, le Rwanda avec des documentaires sur la violence faite aux femmes avec *Domestic violence* de Frederick Wiseman...

Trois jours de projections. Trois jours de partage avec les réalisatrices et réalisateurs, avec des témoins et des acteurs de ces reportages. Trois jours d'une qualité exceptionnelle et aussi trois jours avec la librairie Publico qui tiendra table de presse...

Jean-Claude Richard
groupe Henry-Poulaillé

Le Foyer, 30460 Lasalle - 04 66 85 23 10
www.champcontrechamp.org
champcontrechamp.lefestival@laposte.net

La Commune

Du 22 au 28 mai 1871, plus de 30 000 personnes furent exécutées lors de la Semaine sanglante, dernier acte de l'expérience émancipatrice que fut la Commune de Paris. Le Sacré-Cœur, construit pour expier les crimes des communards, reste le symbole de l'État réactionnaire face au prolétariat. Pour rappeler que, dans nos cœurs, la Commune n'est pas morte, nous vous invitons à venir la commémorer avec la CNT-SUB et la FA:

le samedi 22 mai 2004

9 h 30 : rendez-vous au square Louise-Michel (au bas des escaliers du Sacré-Cœur) pour l'inauguration du square et pour chanter aux curetons et autres bigots ce qu'on pense d'eux.

14 heures : rendez-vous à l'entrée principale du cimetière du Père-Lachaise pour la commémoration de la commune (Ramenez vos drapeaux!).

Groupe Idées noires

145, rue Amelot, 75011 Paris

Nous leur avons dit Non

UNE FOIS DE PLUS, les p'tits nazillons du bloc identitaire et autres groupuscules néo-fascistes ont voulu parader à Paris avec leurs flambeaux et leurs drapeaux de sinistre mémoire. Une fois de plus, les militants libertaires, anti-fascistes, et anti-racistes radicaux parisiens (CNT, Scalp, No pasaran, Rash, AL, FA, et autres) ont appelé à une action et un rassemblement pour leur barrer la route.

Trois cents personnes, soit environ trois fois plus que les fachos se sont donc retrouvées pour les empêcher de défilier. Notre mobilisation les a empêchés de parader dans les rues de Paris, les forces de l'ordre ayant préféré, sous la pression de notre manifestation, les bloquer quelques rues plus bas.

Nous regrettons cependant que d'autres organisations politiques ou syndicales n'aient pas appelé à nous rejoindre dans cette action. Face à l'horreur des idéologies de l'extrême droite, le « jeu » électoral n'est pas une réponse et n'arrêtera pas la propagation de ses idées nauséabondes.

Les militants libertaires et anti-fascistes veulent faire comprendre que seules la lutte et l'action au quotidien, peuvent empêcher la banalisation des idées xénophobes que distille cette fange. Nous ne devons en aucun cas laisser nos quartiers et nos rues être la tribune de leur libre expression. Chaque fois qu'ils s'y présenteront pour y inoculer leur venin, ils nous trouveront face à eux.

D'après nice.indymedia

Chronique 14 de la toile

JOYEUX ANNIVERSAIRE le Web! On se souvient tous qu'il y a quelques mois une formidable offensive contre la recherche avait eu lieu. Les chercheurs cherchaient mais ne trouvaient pas. Il est intéressant de remarquer que personne, chercheurs compris, ne rafraîchit la tête de nos responsables en rappelant que le plus grand bouleversement technologique de ces dix dernières années était d'origine universitaire et scientifique. C'est dire à quel point Internet est mal connu et aussi à quel point il est entré dans les mœurs.

Il y a exactement dix ans eut lieu le Woodstock of the Web. La première conférence internationale du World Wide Web se tenait au Cern à Genève. Qu'est-ce que ce sigle? Il s'agit du Centre européen de recherche nucléaire. C'est là que deux chercheurs, d'abord Tim Berners-Lee (britannique) seul en 1989, puis avec Robert Cailliau (belge) en 1990 élaborèrent les principes de fonctionnement de ce qui devint Internet. Ils définirent un protocole de communication hypertexte. Ce fut la naissance du langage html. Il permit d'abord aux physiciens de partager plus facilement leurs travaux. Les tuyaux étaient déjà en place, puisque les universités avaient récupéré en 1969 le réseau créé vers 1962, puis abandonné, par le Pentagone et l'avaient développé mondialement. Ce fut la naissance d'Arpanet.

Le premier navigateur avait un air muet de cette conférence. Il s'appelait Mosaic et avait été élaboré à l'université de l'Illinois dans le NCSA (National Center for Supercomputing Applications).

En créant ces concepts et ce logiciel les pères fondateurs d'Internet, sans le savoir, ont impulsé un mouvement profond, à contre-courant du capitalisme, même s'il le parasite: celui des logiciels libres. Il est intéressant de voir aujourd'hui les tenants du libéralisme exacerbé, tel que notre Sarko national, parler sur un pupitre ou apparaît en gras l'adresse de son site Internet qui tourne sur Linux, Apache et autres logiciels libres.

La partie la plus spectaculaire d'Internet est l'échange de fichiers musicaux ou de films. Mais la circulation permanente et gratuite de coups de main d'informations techniques, de logiciels petits et gros, révèle une envie réalisée de sortir du tout-marchand. Il est remarquable de voir que seul un petit groupe d'anarchistes a tenté de réfléchir sur ce phénomène. Lisez le numéro 10 de *Réfractations* (disponible à Publico), il y a du grain à moudre. Bonne lecture...

L'araignée

Les liens en rapport avec cette chronique sont présents à cette adresse <http://araignee.plusloin.org>

Le nouveau film de
Donnedieu de Vabres

Aux festivals
printemps - été 2004

SPECTACLES
À TUER

- ① CANNES
- ② EUROPÉENNES 04
- ③ AVIGNON
- ④ DISNEY-LAND
- ⑤ TF1

CRÈVE SPECTACLE

VOLUME II

MEDEF
FILMS



CFDT
collaboration